

Le dépollueur d'eau rejette la pollution dans... l'eau

Enregistrements Buisson : Sarko et les journalistes "loqueteux"

P. 4

P. 3



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



109^e ANNÉE - N° 5440 - mercredi 12 février 2025 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 \$ - GB 2 £

109 milliards d'euros d'investissements sur l'IA annoncés Macron bombe le torse : "ChatGPT la tirelire !"

UNE QUESTION D'ÉQUILIBRE



Salafiche mal

L'N'Y A PAS que Musk qui fasse dans la simplification, Rachida Dati aussi. Grâce à elle, un simple délit de faciès suffit désormais pour être viré de la télé publique. La preuve par Mervane Benlazar, auteur d'une chronique, le 31 janvier, dans « C à vous ». Nul n'est venu chercher des poux au stand-upper sur son texte, plus arrangeant que dérangeant. Pourtant, après son passage sur la Cinq, le chroniqueur d'un soir a été submergé, comme dirait Bayrou, par des messages racistes et haineux. Pourquoi ? Parce qu'il arborait bonnet et barbe à l'antenne. Pourquoi la barbe ? « Parce que, répond-il, juste arabe en France, c'est trop facile. » Tu l'as dit, Mervane !

Derrière le trait d'humour, des esprits fins, les grandes figures de la liberté de pensée des médias Bolloré (Praud, Hanouna, Morandini) en tête, ont aussitôt identifié l'islamiste radical.

« Je ne parle pas à Philippe de Villiers, je parle à Il Fenomeno ! » « Il Fenomeno » était le surnom donné autrefois en Italie à Ronaldo, l'attaquant de football brésilien aux deux Ballons d'or... « Vous n'imaginez pas le nombre de personnes qui m'ont interpellé dans la rue pour me dire : "Mais c'est exceptionnel, comment fait-il pour préparer cette émission ?" » Avant de demander : « Donnez-nous votre secret, Il Fenomeno ! »

On le donne à sa place : c'est de se faire interviewer sur Europe 1 par Il Fayot !

GROSSE PRISE DE TECH

ON COMPREND volontiers que Macron n'ait pas de mots assez grands pour vanter toutes les « formidables » potentialités de la « révolution » de l'intelligence artificielle. Laudateur, lyrique et très excité tout au long du sommet international qu'il a lui-même organisé à Paris sur le sujet, il n'a cessé de s'en émerveiller. Du domaine de la santé à celui de la défense, en passant et en repassant par celui de l'« intérêt général » et la possibilité de « faire mieux et de vivre mieux », il a énoncé un à un tous les avantages que l'on peut trouver à faire appel à cette intelligence artificielle. Tous sauf un, qui est pourtant celui qu'il a le plus utilisé durant les deux jours de son grand raout, et qui lui a offert un double atout. D'abord en lui procurant, dans sa fin de règne, où il en était réduit à inaugurer les chrysanthèmes et à jouer les utilités, un vrai dérivatif à l'ennui. Ensuite et surtout en lui donnant l'occasion de revenir sur le devant de la scène et de troquer en un rien de temps sa vieille panoplie bien râpée de chanteur de la « start-up nation » contre un déguisement plus porteur de super-héros de l'intelligence artificielle... C'est plus exaltant que de boire un café tout seul dans un troquet de l'Aïse.

Et le nouveau converti ne ménage pas ses effets. Claironnant, tout guilleret, qu'il entend, dans la course technologique mondiale du siècle, « y aller à fond », il en parle comme s'il était l'un des cerveaux de la question, avec un enthousiasme très défilé et la foi du converti. Dommage qu'il n'ait pas fait appel à l'IA plutôt qu'à des « cloportes » pour réfléchir à sa foireuse et foirée dissolution, mais il se

ratrape en espérant effectivement tirer profit « à fond » de ce bouleversement technologique et de son sommet sur le sujet. Oubliés, les 3200 milliards de dette ; il en promet 109 pour l'intelligence artificielle. C'est un peu riquiqui à côté des 500 milliards déjà mis sur le tapis par Trump, mais, dans la situation du moment, ce n'est pas beaucoup, c'est énormément. « C'est maintenant qu'il faut accélérer ! » se gargarise l'intéressé, en précisant que la somme en question s'entend sur quinze ans. Un peu de long terme ne nuit pas au passage, quand l'horizon du quinquennat, même avec un référendum annoncé, reste des plus limités.

Comme l'est l'influence de la France dans cette course à l'intelligence artificielle. Se faire voir aux côtés de nombreux chefs d'Etat, des géants de la tech et des patrons mondiaux que l'on a invités est une chose que Macron sait faire. Mais figurer en bonne position dans la course et, surtout, faire entendre sa voix en matière de régulation autrement qu'avec de grandes déclara-

tions sur l'« accélération de l'innovation » est une autre affaire. Une affaire d'autant plus sérieuse qu'en matière de garde-fous sur l'IA il y a, avec l'ère Trump et Musk qui commence, plus que de quoi faire. Et plus encore de quoi s'inquiéter, quand on voit que la plupart des grands de la tech, qui, voilà peu encore, parlaient d'éthique et de réguler l'IA pour en éviter les dérives et les dangers, sont très vite passés du côté de ce nouveau et écrasant pouvoir qui ne jure que par la dérégulation, et pas seulement aux Etats-Unis. Ses représentants l'ont d'ailleurs rappelé au sommet de Macron en fustigeant l'Europe, qui « n'a de cesse d'instaurer des règles ».

C'est dire qu'au-delà des menus avantages tactiques et politiques immédiats obtenus par Macron avec son sommet sur l'IA, s'il entend autant qu'il le clame peser sur la question, il va lui falloir rapidement trouver mieux que de grandes incantations, qui, fussent-elles intelligentes, restent très artificielles.

Erik Emptaz



Censeurs sourires... crispés

REJETÉE comme ses trois grandes sœurs, la motion de censure sur le PLFSS déposée par LFI n'a obtenu, le 10 février, que 115 voix. Outre celles du groupe socialiste, manquaient à l'appel celles de sept

députés écolos (sur 38) et de cinq communistes et apparentés (sur 17), à commencer par le président du groupe, André Chassaigne. Un apparenté PS, Peio Dufau (Pyrénées-Atlantiques), l'a en revanche votée.

Depuis la première motion de censure contre le gouvernement Bayrou, le 16 janvier, les votes fondent comme neige au soleil. Il s'était alors trouvé 131 députés (en fait 132, car Sandrine Rousseau avait oublié de voter) pour vouloir renverser le nouveau Premier ministre. Trois semaines plus tard, ils n'étaient plus que 128 à censurer, à propos du budget. Et, le lendemain, 122 seulement, sur la première partie du PLFSS.

Heureusement, tout ce petit monde devrait se réconcilier dans une joyeuse ambiance de Front populaire sur la prochaine motion de censure, déposée par... le PS, contre la politique migratoire du gouvernement. Gare à la submersion des votes !

B. D.

LE CENTRE ET LE DROIT DU SOL



Camée, l'IA !

IL FAUT « rester dans la course ». La France doit « rattraper son retard ». L'Europe doit « peser face aux mastodontes ». Toutes ces rengaines pour nous en convaincre : sur l'Intelligence Artificielle, il faut ac-cé-lé-rer. Sans réfléchir. Car il y a un rhinocéros dans la pièce, que chacun fait semblant d'ignorer. La course à l'IA mène au désastre énergétique. Cette « Intelligence » est boulimique. Pour « rester dans la course », elle doit avaler chaque jour toujours plus d'informations. Ce qui exige des data centers (hangars à données) de plus en plus énergivores.

L'IA n'est pas juste de la matière grise immatérielle. C'est aussi une industrie lourde à l'ancienne, d'une voracité jamais vue, qui nécessite des infrastructures démentielles. Des montagnes de métaux rares pour ses semi-conducteurs. Des quantités d'eau industrielles pour réfrigérer les data centers (bientôt des mégabassines pour l'IA ?). Des opérateurs prolétaires chargés de piller jour et nuit des données sur le Net.

Une requête ChatGPT exige dix fois plus d'électricité qu'une requête Google, relève l'Agence internationale de l'énergie. Au niveau mondial, l'IA absorbe autant d'électricité que le Japon et ses 124 millions d'habitants. Pour nourrir son IA toujours plus vorace, Google va s'offrir des mini-réacteurs nucléaires. Microsoft veut remettre en marche la catastrophique Three Mile Island, dont le cœur avait fondu en 1979. La France prétend créer une « IA durable » (rires dans la salle) grâce aux six futurs réacteurs nucléaires promis par Macron.

Ce n'est pas DeepSeek, l'IA chinoise, censée être beaucoup moins énergivore, qui va arranger les choses. Si les data centers sont moins gourmands, ils se multiplieront plus vite !

Bah, qu'importe. Les promoteurs de l'IA disent qu'elle est si intelligente qu'elle seule va nous permettre de régler son compte au réchauffement climatique. C'est Gribouille se jetant à l'eau pour échapper à la pluie... J.-L. P.

Bayrou rame à Bétharram

LA SAINTE VIERGE s'était trompée de peu ! Elle était apparue à François Bayrou, qui l'avait, jadis, confié à Pasqua (« Le Parisien », 16/2/07). La vision divine aurait-elle réussi à aveugler l'esprit du désormais Premier ministre au sujet de l'école privée catholique Notre-Dame de Bétharram ?

Cet établissement privé hors contrat, situé entre Pau et Lourdes, dans lequel plusieurs de ses enfants ont été scolarisés, est visé par 112 plaintes d'anciens pensionnaires pour des faits de violences sexuelles et physiques commises par des prêtres et des laïques pendant des décennies. Selon Mediapart (5/2), Bayrou était

forcément au courant, contrairement à ce qu'il prétend. Interrogé de nouveau sur cette affaire le 8 février, lors d'une visioconférence consacrée à la ville de Pau, il a continué de se murer dans le silence.

Pourtant, il a pu y croiser certains prédateurs, qui continuent de fréquenter l'établissement, toujours ouvert. Tel le père Henri Lamasse, qui vit dans l'Ehpad Saint-Joseph, situé pile en face du collège, à l'endroit même où il a agressé sexuellement Jean-Marie Delbos, un ancien pensionnaire, aujourd'hui âgé de 77 ans. Bien que l'Eglise ait admis les faits, le vicaire général de Bétharram, Jean-Marie Ruspil, n'a pas jugé bon d'éloigner Lamasse, qui, à 97 ans, donne encore des messes à l'Ehpad. Le vicaire n'a lui-même pas été épargné, puisqu'un membre de sa propre famille a été victime de l'intéressé.

Sur les abus à Bétharram, Bayrou a-t-il déposé une motion d'autocensure ?

D. H.

J. C.

TOURNOI DE SUMO À PARIS

QUELLE IDÉE DE LOUER AU PREMIER RANG !



Le bal des autotamponneurs

NI LE GOUVERNEMENT ni les oppositions ne sortent grandis de cette affaire de la TVA sur les autoentrepreneurs, qui a agité le landerneau politico-économique en fin de semaine dernière. Résumons : le gouvernement, tout émoussillé à l'idée de faire enfin adopter son budget, laisse passer une disposition qui fixe le seuil d'application de la TVA à 25 000 euros du chiffre



Voilà longtemps que les lobbys de l'artisanat et du bâtiment poussaient à une telle mesure, face à ce qu'ils considèrent comme de la concurrence déloyale. Ils ont failli réussir. L'amendement a été glissé par le gouvernement Barnier au Sénat, avant d'être rejeté... puis réintroduit lors d'une deuxième délibération. Une motion de censure plus tard, Bayrou et ses ministres en ont hérité, sans rien voir, comme l'a reconnu à demimot le Premier ministre. Jusqu'à ce que la fronde autoentrepreneuriale prenne de l'ampleur et qu'Eric Lombard fasse marche arrière.

Objectif 2026

Emmanuel Macron a profité de son grand raout sur l'intelligence artificielle pour égriller Bernard Arnault et les autres grands patrons vent debout contre la surtaxe prévue dans le budget 2025. « Soyez patriotes vous-mêmes ! » a-t-il lancé sur France 2 dimanche 9 février au soir. Avant de développer, le lendemain devant ses conseillers : « Si on attire 109 milliards d'investissements, et si on a autant de projets d'investissement qu'aux Etats-Unis rapporté à la population, c'est grâce à nos talents, grâce à notre électricité propre,



C'est aussi parce que l'environnement, depuis huit ans, est pro-business. » Sans blague.

Conclusion du chef de l'Etat, dans la perspective du budget 2026 : « Pour la suite, il faut maintenir notre cap et ne pas toucher à la politique de l'offre. »

Pas sûr que ça suffise à calmer Arnault !

Feu sur Gérard

Rien ne va plus entre l'aile gauche et l'aile droite de Renaissance ! Dimanche, le vice-président de l'Assemblée, Roland Lescure, s'est méchamment payé Gérard Darmanin. Vouloir mettre fin au droit du sol, « cela ne fait pas partie de nos valeurs », a-t-il rappelé. Il [Darmanin] nous a rejoint il y a huit ans, il ne doit pas l'oublier » (France 3, 9/2). En clair, une invitation à la fermer accueillie avec sarcasme Place Vendôme : « Lescure est un ancien communiste qui, visiblement, revient à ses premières amours. »

Si l'aile gauche de Renaissance est plutôt sur la ligne

Dans leur révolte naissante, les micro-entrepreneurs ont pu compter sur deux alliés inattendus : le RN et LFI. De sacrés autotamponneurs, ceux-là, tant, du sort de ces mini-patrons, ils se moquaient jusqu'alors comme de leur première manif. Mélenchon avait proposé, en 2012, de les supprimer, les comparant à des « auto-esclaves ». Ces derniers temps, LFI préparait

même une proposition de loi pour... abroger la mesure d'abaissement de la TVA. C'est de l'autodérision ?

Côté RN, on a fait plus fort encore. Le parti a certes lancé une pétition contre l'abaissement du seuil d'exemption de TVA pour les micro-entreprises. Mais c'est une révélation soudaine, car, le 15 octobre, les députés lepénistes Sébastien Chenu et Laure Lavallette avaient déposé un amendement... qui abaissait encore plus, à 18 750 euros, le seuil d'assujettissement à la TVA. « Ni Marine Le Pen ni moi-même ne l'avons signé, se défousse aujourd'hui leur camarade Jean-Philippe Tanguy (« L'Opinion », 10/2). Cet amendement est passé à travers les mailles. »

Le RN, un groupe d'autoentrepreneurs ?

du député, d'autres redoutent l'éclosion d'une guerre interne. « Les passes d'armes entre Darmanin et Lescure, a commenté le ministre Laurent Saint-Martin, lundi en petit comité, on s'en passerait bien. Si on continue comme ça, la suite du débat politique se déroulera sans nous. »

Si ça ne tenait qu'à ça...

Hors sol

Le député de la Moselle Belkhir Belhaddad a claqué la porte du parti Renaissance après le vote par les macronistes de la restriction du droit du sol à Mayotte. Un peu plus tôt dans la semaine, le même Belhaddad avait déjeuné avec plusieurs socialistes à la buvette de l'Assemblée nationale, au su et au vu de tous.

« Belkhir est proche de nous... Comme beaucoup d'autres, il pourrait nous rejoindre prochainement, croit d'ailleurs savoir un député socialiste, qui voit d'un très bon œil la possibilité de récupérer d'anciens macronistes écoeürés. Ça nous donnerait un avantage numérique sur LFI ! »

Attention à la submersion macroniste !

Sanctions hollandaises

Plus que jamais à l'offensive, et partisan de la première heure de la non-censure, François Hollande s'est confié, la semaine dernière, à plusieurs députés socialistes : « Mais pourquoi ne sanctionne-t-on pas ceux qui ne respectent pas les consignes de vote ? »

Et d'asséner : « Il y a une discipline de groupe à suivre ! Il faut sanctionner les frondeurs. » Lesquels sont de moins en moins nombreux, puisqu'ils sont passés, en quatre motions de censure, de huit à un seul.

A croire que l'ex et ses menaces font encore peur.

Bluff national

Le Rassemblement national aurait-il dû voter la censure ? Marine Le Pen, « attentive à ne pas faire n'importe quoi et à ne pas bousculer un pays inquiet »,

a tranché par la négative. « Il y a eu débat » au sein du groupe, rapporte l'un de ses proches, et celui-ci n'est pas clos. Plusieurs voix influentes, tels Jean-Philippe Tanguy et Sébastien Chenu, continuant de plaider la censure.

« On n'allait pas passer pour des boutefeux et se salir les mains avec LFI, alors que la motion n'avait aucune chance d'aboutir », résume un influent député RN, néanmoins « favorable à voir influentes, tels Jean-Philippe Tanguy et Sébastien Chenu, continuant de plaider la censure.

Pas de Chat ici

TOUTS TROIS auteurs d'un rapport intitulé « ChatGPT, et après ? » les sénateurs Patrick Chaize (LR) et Corinne Narassiguin (PS) ainsi que le député (RN)



Alexandre Sabatou n'ont pas été conviés par l'Elysée au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (IA) des 10 et 11 février.

le vote sur les retraites prévu en juin prochain ? « Oui, estime le même, c'est possible. »

C'est Bayrou qui va être content...

Trump mais pas trop

Malgré sa participation au grand meeting « Make Europe great again », du groupe d'extrême droite Patriotiques pour l'Europe, le 8 février à Madrid, Marine Le Pen balait tout parallèlement elle, son mouvement et Donald Trump. Rien à voir ! Ils ont pourtant un point com-

transmettre, le 18 décembre, la QPC au Conseil constitutionnel. La Cour a considéré que l'exécution provisoire visait « à favoriser l'exécution de la peine, même en cas de recours, et à prévenir la récidive ». Or, grince Benjamin Morel, « a priori, Marine Le Pen ne compte pas fuir à l'étranger », ni « mettre en place un système de financement occulte du parti avec les fonds du Parlement euro-

peén ». Il en sait, des choses ! Avant de connaître la réponse du Conseil, la question est de savoir quand ce dernier va se prononcer. Probablement avant le jugement du 31 mars, puisqu'il a jusqu'au 3 avril pour le faire. Mais avec quel président ? Le mandat de Laurent Fabius et ceux de deux autres « sages » expirent le 7 mars. « [Fabius] voudra sans doute traiter cette dernière affaire avant

Ferrand pas près d'être ferré



Emmanuel Macron, Gérard Larcher et Yael Braun-Pivet ont annoncé ensemble le nom de leurs poulains respectifs, ainsi que « Le Canard » (29/1) s'en était déjà fait l'écho. Cette alliance de circonstance, destinée à conforter le socle commun » entre LR et l'ex-majorité macroniste, doit empêcher la constitution

GRANDE CONSULTATION NATIONALE



mun, que ses équipes concèdent volontiers : le goût pour le « carpet bombing » (« tapis de bombes », en français)...

S'il arrive au pouvoir, le RN ambitionne, comme le président américain, de signer dès les premières heures une cinquantaine de décrets et d'ordonnances, dûment préparés à l'avance, et de déposer plusieurs projets de loi sur un éventail très large de sujets...

« Cela a deux avantages majeurs : non seulement c'est l'incarnation du volontarisme



politique, mais, en plus, insiste l'entourage de Marine Le Pen, ça embolise toute capacité de réaction de la part de nos adversaires. Ça cloue au sol leur défense antiélectorale. »

Ils se croient en Ukraine ?

du lobbying, 5,5 milliards d'euros pour diffamer les agriculteurs et attaquer nos entreprises, déjà asphyxiées.

5,5 milliards pour les « Khmers verts » ? Ce chiffre affolant correspond en fait à l'enveloppe sur sept ans du programme « Life », consacré à la transition écologique. Le financement des ONG via « Life » plafonne d'ailleurs à 15 millions par an, soit 50 fois moins que ce qu'avance Imart.

Mais, quand on n'aime pas, on compte encore moins...

Risque réputationnel

Si outrancière soit-elle, cette campagne de la droite commence à infuser.

Aux termes d'un document qui émane de la direction du Budget à la Commission, et qui est tombé dans le bec du Palmipède, les fonctionnaires européens sont incités à mieux prendre en compte le « risque réputationnel » quand ils accordent des subsides aux ONG. Dont les positions ne doivent surtout pas apparaître comme des « conditions pour recevoir les financements ».

De quoi faire pâlir encore le Green Deal.

Reine des neiges

Qui sera « le Tony Estanguet des montagnes » ? Le renouveau de Martin Fourcade, la semaine dernière, à la présidence du comité d'organisation des futurs Jeux olympiques d'hiver, baptisés « Alpes 2030 », a rebattu les cartes. Depuis,



l'Elysée pousse en coulisses le nom de Marie-Amélie Le Fur, 36 ans, triple championne paralympique d'athlétisme, pour en piloter l'organisation aux côtés de Michel Barnier. « Elle est évidemment membre de droit du bureau exécutif du Cojo », confirme ce dernier.

Actuellement présidente du Comité paralympique et sportif français, le Fur est la toute nouvelle présidente de l'Agence nationale du sport, proposée en novembre dernier par l'ex-ministre des Sports Gil Avérus. « Bosseuse, diplomate, consensuelle, elle coche toutes les cases, souligne un proche du dossier. Seul bémol ? Elle ne connaît pas la neige. »

De quoi faire fondre sa candidature ?

de partir », croit savoir un bon connaisseur du Conseil constitutionnel. Il a pourtant du pain sur la planche avec l'examen des budgets de l'Etat et de la Sécu.

Sinon, ce sera à son successeur – probablement Richard Ferrand (lire ci-dessous) – et à ses huit collègues de se coltiner la QPC et de dégaier, ou non, l'horizon politique de Marine Le Pen. Un bon moyen d'essuyer les plâtres !

voteront pour lui. L'abstention reste aussi une option : durant les quatre années qu'il a passées à la présidence de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand a pu s'attacher des fidélités qui vont au-delà de son propre parti, ou au contraire nourrir des inimitiés dans son propre camp.

Certains peuvent aussi contester le principe même de cette nomination d'un très proche du président Macron. Lequel défendait mordicus, mardi matin, cette candidature : « J'ai fait le même type de choix que Mitterrand, Chirac ou Hollande, qui ont nommé des proches. »

Le « nouveau monde », c'est déjà un vieux souvenir.

minimares

● **Le ministre de l'Intérieur**, Bruno Retailleau, affirme qu'il « ne connaît qu'un seul entourage : [son tribunal intérieur] » (« Le Journal du dimanche », 9/2). Au moins une enceinte dont son homologue de la Justice, Gérard Darmanin, n'aura pas à s'occuper !

● **« Je n'attends plus les autres »**, lance Gérard Darmanin (« Le Figaro », 10/2), qui a « décidé de réfléchir avec [ses] amis et de structurer quelque chose de fort ». Apparemment sans son ami Edouard Philippe, que Darmanin semble las d'attendre.

● **Mots doux** du prophète Laurent Wauquiez à Bruno Retailleau, lors de leur dîner au sommet (« Les Echos », 6/2) : « A toi d'incarner la droite de gouvernement, à moi de reconstruire notre famille politique. Si tu romps cet accord, tu porteras la responsabilité d'allumer une guerre des chefs qui sera dévastatrice. » Pour ça, on peut lui faire confiance.

● **Dans** « Le Figaro Magazine » (7/2), le vicomte Philippe de Villiers s'épanche sur ses tête-à-tête avec Macron : « Il m'invite pour dîner à l'Elysée, et je me retrouve devant un plateau de fruits de mer. Je lui dis : 'Il vous manque des crabes comme ça dans votre gouvernement !' On se demande bien à qui il pense.

● **De Gaëtan Bruel**, dircab de la ministre de la Culture, qui s'apprête à prendre la tête du Centre national du cinéma (« Le Figaro », 6/2) : « Je vais regretter Rachida Dati, c'est une ministre formidable, elle est drôle et maternelle ses équipes. » Et elle est nommée pour le César de la meilleure actrice ?

● **« Je suis** la présidente de l'Assemblée nationale qui, en deux ans et demi, a plus sanctionné que tous mes prédécesseurs depuis le début de la V^e République », se rengorge Yael Braun-Pivet face aux lecteurs de « Var-Matin » (8/2). Faut-il vraiment s'en vanter ?

● **Amélie de Montchalin**, la ministre des Comptes publics, c'est une boule d'ambitions, heureusement bridée par une robuste éducation judéo-chrétienne qui l'empêche d'écraser tout le monde », assure Gilles Le Gendre (« Challenges », 6/2). L'art débridé du compliment n'a aucun secret pour lui.

● **D'Elisabeth Borne**, enthousiaste ministre de l'Education : « Je vais relancer la concertation sur le mode de recrutement et de formation initiale et continue, et on

va travailler sur l'attractivité du métier » (« Ouest France », 7/2). Voilà qui va booster le moral des enseignants !

● **Ah ! la vie de copro !** « Je crois, avance la ministre du Logement, Valérie Létard, qu'il faut des assouplissements pragmatiques quand ils sont nécessaires (...) et de la lisibilité, pourquoi pas en relançant les démarches de codification du droit de la copropriété, en lien étroit avec le garde des Sceaux » (« Le Monde », 10/2). C'est censé être plus clair ?

● **La ministre de la Ville**, Juliette Méadel, l'affirme (Europe 1, 8/2), elle sera « la ministre des ascenseurs qui marchent ». L'ancienne secrétaire d'Etat de François Hollande sait viser haut.

● **Du député LFI Aurélien Le Coq** (« L'Humanité », 9/2) : « Les socialistes se sont fondus dans le macronisme. Il faut les traiter comme tels. » A la savoyarde ou à la bourguignonne ?

● **Jugé trop proche** du maire (PS) de Montpelier, Michaël Delafosse, son adjoint écologiste Manu Reynaud ne digère pas d'avoir été exclu d'EELV : « Cette décision n'est ni légale ni statutaire, et surtout injuste ! » (« Midi libre », 8/2). Du vert au rouge, il n'y a parfois qu'un pas.

● **Ce titre de « Libé »**, en forme de camouflage pour les autorités (6/2) : « Régularisée, la populaire laïe Rillette va rester dans son foyer ». Et Rillette n'est même pas une influenceuse algérienne !

● **A Lunel (Hérault)**, où le maire (sans étiquette) se retire pour raisons de santé, « le Rassemblement national sera présent activement pendant la campagne [municipale], et je serai sa voix localement » (« Midi libre », 9/2), annonce déjà Julia Plane, conseillère municipale d'opposition. Elle Plane ou quoi ?

● **De Laure Lavallette**, députée RN du Var, dans une story Instagram (4/2) : « Le mauvais côté de ce boulot, c'est vraiment de venir une fois par semaine [à Paris], pendant deux jours, se cailler. » Et ce n'est pas elle qui va réchauffer l'atmosphère.

● **La députée de Haute-Savoie** Véronique Riotton (Ensemble pour la République) s'illustre au concours « Ma binette partout » avec une pièce de collection, digne de l'almanach du facteur. Pas de bouilles de chiots ni de chatons mignons, « juste » huit photos de sa trombine pour orner un sublime calendrier 2025. Mois, mois, mois...



Des clients qui n'ont pas fini de banquer

UNE SEULE grande banque française, LCL, a vu son résultat diminuer l'an dernier. Toutes les autres ont réalisé des performances qualifiées par leurs présidents de « satisfaisantes » ou de « très satisfaisantes », sans plus. Les chiffres auraient pourtant dû leur fournir une occasion de se féliciter de leur excellente gestion durant un exercice où la croissance de l'économie française a à peine dépassé 1 %.

En 2024, le Crédit agricole a vu ses bénéfices croître de 11,6 %, la BPCE de 26 %, la Société générale de 69 %, et BNP Paribas a flôlé la barre des 12 milliards d'euros de résultat net. Cette crise de pudeur n'a rien d'innocent. La même semaine où ces données étaient rendues publiques, d'autres chiffres étaient communiqués et avaient de quoi crispier les clients desdites banques.

Cette année, selon les calculs de l'association nationale de défense des consommateurs et usagers, la CLCV, les frais bancaires vont subir une hausse comprise en 3 et 5 % dans 90 % des établissements. Et ce alors qu'en 2024 la hausse des prix à la consommation en moyenne annuelle a été limitée à 2 %, selon l'Insee. Pour parvenir à ces calculs,

la CLCV a pris en compte l'augmentation des coûts de deux services auxquels aucun client ne peut échapper. A savoir les frais de tenue de compte (+ 8 %) et les cotisations liées aux cartes bancaires (+ 3,4 % en moyenne). Résultat : ce sont les petits consommateurs – les plus nombreux – qui vont subir la plus forte hausse de la facture que leur banque va leur imputer chaque mois. Celle-ci va atteindre + 5,46 % en moyenne. Presque trois fois plus que l'inflation prévue par la loi de finances !

Leurre de vérité

Le consommateur moyen, avec 5,29 %, ne sera guère mieux traité. Ce ne sera pas le cas, en revanche, du gros consommateur. C'est-à-dire d'un client qui a un compte commun avec son épouse, dispose d'une carte Gold à paiement différé, réalise parfois des opérations à l'étranger avec cette carte, a autorisé plus de 12 prélèvements mensuels sur son compte et a effectué des retraits en dehors du réseau de sa banque. Le pourcentage de hausse sera beaucoup plus limité : seulement 3,88 % en moyenne.

Comme quoi la lutte des classes est aussi une réalité bancaire...

Les secrets de la Sarkozye sortent du Buisson (suite)

Comment Sarko a mis au pas les journalistes "loqueteux"

PALAIS DE L'ÉLYSÉE, Salon vert. Ce 30 octobre 2008, comme tous les jours ou presque, Nicolas Sarkozy réunit sa garde rapprochée. Patrick Buisson enregistre et prend des notes. « *NS est en grande forme* », youpi. La grève du Syndicat du livre lui file « *la patate* ». « *C'est du lourd, c'est du bon, c'est de l'idéologique !* » exulte-t-il. Le matin même, les ouvriers ont empêché la parution des quotidiens. « *Les patrons de presse veulent qu'on envoie la police ? s'interroge Sarko à haute voix. Très bien ! Qu'ils en fassent la demande écrite !* » Ricanements dans l'assistance. A la sortie de la réunion, Pierre Charon – surnommé, au Château, « conseiller Rire et Chansons » – en rajoute auprès de ses collègues : « *Squarcini* (le patron du renseignement intérieur) *m'a donné la liste des journalistes payés par Yves Bertrand* (ancien numéro un des RG). *Selon lui, il y en a pour des petites sommes : 1500, 2000, 7500 euros, etc. Le PR a insisté pour que je lui donne les noms.* »

Sarkozy aime tellement les médias... qu'il a tout fait pour les contrôler. Pas encore président mais déjà candidat, il essayait de faire ami-ami avec la presse entière (ou presque). Dîners avec les grands chefs, déjeuners avec les sous-chefs, petits déj (ça prend moins de temps) avec les grouillots et les rubricards. Au menu ? Confidences, vacheries, flatteries et rigolades – il faut bien nourrir le troupeau. L'entreprise de séduction – souvent

Un Buisson toujours ardent

MÉMOIRES d'outre-tombe... Le 26 décembre 2023, Patrick Buisson meurt d'une crise cardiaque. Conseiller officieux de Sarkozy à l'Intérieur, puis véritable maître à penser de celui qui est devenu président de la République, ce maurrassien, conservateur jusqu'à l'excès, avait l'habitude d'enregistrer des conversations, de prendre des notes et de tout archiver. Le 4 mars 2014, le Palmipède révélait l'existence de ces enregistrements clandestins réalisés à l'Élysée. Dix ans plus tard, il exhume ces documents, qui racontent les petits et grands secrets de la Sarkozye. Rendez-vous mercredi prochain pour tout savoir des relations particulières entre Sarko, Le Pen et Mélenchon...



menée en présence de Cécilia – l'a aidé à conquérir l'Élysée. Une fois élu, il poursuit son « *travail de l'opinion* », théorisé par Buisson lui-même : « *Traiter les médias amis avec, en amont et en aval, la publication de sondages.* » Simple, non ?

Pour le service public, c'est facile : l'actionnaire décide, un point c'est tout. Le 10 décembre 2008, Sarkozy s'énervait contre France Télévisions ; il vient de décréter la fin de la publicité pour le début de l'année suivante. Il convoque séance tenante le duo Carolis-Duhamel (alors numéros un et deux du groupe) « *pour veiller à la qualité de la programmation* ». Oui chef, bien chef ! Sauf qu'on ne lui obéit pas toujours. Le 28 novembre 2010, il s'emploie (sans succès) à empêcher l'arrivée de Patricia Boutinard-Rouelle à la tête de l'unité des documentaires de France Télé. Villepin est le parrain de l'un de ses enfants. Ça vaut la guillotine !

Crise de sang

Avec le privé, « le Petit », comme Buisson le surnomme parfois, fait monter ses amis au front et les engueule quand ils viennent à lui manquer. Comme ce 28 mai 2008, lorsque François Pinault, écrit Buisson, sort du bureau du chef de l'Etat « *l'air penaud* ». Le milliardaire vient de se prendre une soufflante après que « Le Point », dont il est proprio, a consacré sa une à « *Sarko et les psys* ». L'intéressé,

« *plus malamore que jamais* », vitupère : « *Il va y avoir du sang sur les murs, je vais couper les subventions, les aides à la presse...* J'ai eu la peau de [Philippe] Ridet au « *Monde* » (exfiltré comme correspondant à Rome après avoir déplu au Château, dont il était l'accrédité), *ce ne sera pas le seul.* »

Nouvelle intimidation, le 5 septembre 2010. Le matin même, sur RTL, Jean-Michel Apathie a interrogé Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, sur l'affaire Bettencourt-Woerth. Au téléphone, Sarko asticote Christopher Baldelli, le dirlo de la radio : « *Vous voulez qu'il se suicide, Woerth ? s'époumone "le Petit". Vous voulez sa tête au bout d'une pique ? C'est responsable, ça, pour une grande station populaire ?* »

Pour traiter Dassault, les rôles au Château sont répartis comme suit : Sarko se charge d'aider le groupe à vendre des Rafale, Buisson s'occupe du « *petit personnel* » (sic). Chez Drouant (la cantine des Goncourt), le 8 décembre 2007, l'ex-éditorialiste de « Minute » déjeune avec Francis Morel et Etienne Mougeotte, respectivement directeur général et directeur des rédactions du « Figaro ». Après le dessert, il écrit : « *Le couple veut s'acheter une protection contre les intrusions de papy Dassault (...). On compte sur moi pour faire donner NS (Nicolas Sarkozy) en rempart. On est prêt à monnayer mon intermédiation.* » Et c'est combien ?

Trois mois plus tard, Mougeotte revient à la charge. Il demande à Buisson de trou-

ver au plus vite un boulot à Serge Dassault, annoncé battu aux municipales de Corbeil-Essonnes – sans quoi il va squatter nuit et jour au « Figaro ». Surprise : l'avionneur l'emporte d'une hélice.

Un miracle élucidé un mois plus tard, le 7 avril 2008, au cours d'une bouffe réunissant Buisson et Alain Marleix, secrétaire d'Etat à l'Intérieur et expert en chef du découpage électoral pour la droite. Fier de son coup, le sous-ministre raconte : « [Jean-Pierre] Bechter (adjoint de Dassault à Corbeil-Essonnes) *et moi avons vu [Marie-George] Buffet et la direction de "L'Humanité" pour négocier la réélection de Dassault. Il ne faudrait pas qu'un chercheur du CNRS aille regarder dans certains bureaux de vote : un nombre significatif de militants communistes qui avaient voté au premier tour pour leur candidat n'ont pas jugé utile d'aller voter au second. C'est ce qu'il appelle un accord républicain.* » Ben mon coco...

"Frère Martin" et la grand-messe du jité

L'ambiance est plus glamour lorsqu'il s'agit de traiter avec « *l'ami affectueux Arnaud* » – comprendre Lagardère –, alors proprio, notamment, d'Europe 1 et du « JDD » (tous deux désormais aux mains de Bolloré). Le 29 avril 2008, l'ex-ministre de l'Intérieur prévient ses collaborateurs qu'il entend « *en finir avec l'ère du laxisme* » et promet « *des nominations politiques* ». Premier cas pratique ? Pourvoir à la succession de Patrice Trapier, rédac chef du « JDD », pas assez dans la ligne. Buisson raconte : Sarko « *lance les noms de ses anciennes maîtresses, dont il apprécie la discrétion et l'esprit sacrificiel* ». C'est beau, l'amour désintéressé.

Le Président gère en direct son « *frère Martin* » Bouygues, propriétaire de TF1 (« Le Canard », 29/1). Employé de la maison de maçons, Buisson sert d'officier traitant. Il est chargé de rencontrer une fois par semaine les responsables de la station « *pour encadrer le 20 heures* ». Pareille bienveillance ne suffit pourtant pas toujours à calmer le ressentiment de Sarko à l'égard des journalistes, considérés, au gré des époques, comme « *des merdes* », « *des connards dont il n'y a rien à attendre* » ou « *des individus loqueteux. Une tribu à laquelle personne veut se mêler, plus impopulaire que les prostituées* ».

Même ceux qui ne font pas la pute ? Didier Hassoux

"Le Canard" et le pauvre chou

AL'ÉLYSÉE, Sarkozy était vraiment très mal entouré : en 2012, par exemple, personne ne le prévient de l'exfiltration de France de Bechir Saleh, le grand argentier de Kadhafi. Le 7 février, lors du procès du financement illégal de sa campagne présidentielle de 2007, il est formel : « *Je n'en étais pas informé.* » Lorsque les magistrats lui font remarquer que « Le Canard » avait pourtant dévoilé les détails de l'évacuation rocambolesque organisée par Guéant, Squarcini, Djouhri et consorts, il précise « *ne (plus lire) depuis longtemps [le Palmipède], parce que ça [l]e déprime* ». Pauvre chou, dirait Carla.



En réalité, cela ne fait pas si longtemps qu'il est déprimé puisqu'il a reconnu implicitement, lors de l'audience du 5 février dernier, avoir lu « Le Canard » daté du 8 janvier ! Ce jour-là, le Volatile expliquait avoir choisi de ne pas publier, faute d'avoir établi son authenticité, une note signée du chef des services libyens faisant état du versement de 50 millions d'euros au bénéfice du candidat. « *Tout le monde n'a pas eu cette déontologie* », a alors fait remarquer Sarko. En prime ?

SARKO SHOW Version de secours

LE DISQUE tourne depuis quelques jours au tribunal de Paris... Et si l'intermédiaire libanais Ziad Takieddine, en fuite au Liban, avait filoté tout seul Mouammar Kadhafi et ses sbires ? L'homme d'affaires aurait promis des faveurs de la part de la France, à condition que la Libye finance la campagne de 2007 de Sarko ; puis, une fois le blé versé sur des comptes offshore ou récupéré dans des sacs – soit quelques millions d'euros –, il aurait tout gardé pour lui. Trop fort.

La Libye en béton

Miracle ! Avec cette version, Sarko ne serait plus accusé d'avoir financé illégalement sa campagne présidentielle. Le 6 février, à la barre, Claude Guéant relance ce tube. Mais, s'enquiert Vincent Ollivier, avocat de parties civiles, « *si Ziad Takieddine détourne l'argent, la Libye ne s'en aperçoit pas ? Vous ne pensez pas que vous auriez été contactés, tout de même ?* ». « C'est vrai, je n'ai jamais été contacté par un officiel libyen », reconnaît l'ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy. Complètement gogos, les Libyens ? Au point de ne rien dire jusqu'en 2011 ? Guéant n'a pas de réponse.

Lundi 10 février, l'ancien chef de l'Etat est contraint de s'expliquer sur cette thèse périlleuse. La présidente du tribunal l'interroge sur les carnets de Choukri Ghanem, ministre du Pétrole libyen dont le cadavre a été retrouvé

vé dans le Danube, à Vienne, le 29 avril 2012. D'après les notes de ce ministre, lors d'une réunion de dignitaires en Libye en avril 2007 – en plein entre-deux-tours de la présidentielle française –, il est question de 6,5 millions d'euros versés au candidat UMP. Les hommes de Kadhafi s'interrogent : des intermédiaires, dont Takieddine, n'auraient-ils pas empêché le flouze ? L'enquête a bien retrouvé un versement de 3 millions d'euros, le 31 janvier 2006, du Trésor public libyen vers la société de l'homme d'affaires libanais, la Rossfield Trading Ltd, basée dans les îles Vierges britanniques.

« *Les écrits de M. Ghanem, pour peu qu'ils soient les siens, sont sujets à extrême caution* », lance Nicolas Sarkozy devant le tribunal. Brice Hortefeux, concentré, écoute. Thierry Gaubert consulte son téléphone. « *Que Ziad Takieddine ait menti aux Libyens, pourquoï pas, il mentait à tout le monde ! (...)* L'escroquerie, c'était de faire croire aux Libyens qu'il était très implanté en France », poursuit Sarko. Vincent Ollivier fait dérailler cette version salvatrice. Si les Libyens s'étaient sentis floués, insiste-t-il, ils auraient toqué, furieux, à la porte de Sarkozy, qui aurait clamé haut et fort qu'il n'y était pour rien. Or rien de tout cela ne s'est passé. « *Dommage, ça nous aurait donné une explication* », raille l'avocat.

Marine Babonneau

La légion RN saute sur l'Afrique

ALA FIN DE JANVIER, le Bureau de l'Assemblée a entériné la répartition des présidences de groupe d'amitié – outils d'influence censés consolider les liens tissés avec les instances parlementaires étrangères. A ce petit jeu, le Rassemblement national, fort de son contingent de 124 députés, rafle la mise. Le parti de

Marine Le Pen et Jordan Bardella détient désormais les rênes de 35 groupes, dont 15 pour le seul continent noir.

Le RN a jeté son dévolu sur deux régimes militaires sahéliens (Niger et Burkina Faso), ainsi que sur le Togo, pays tenté de rejoindre la confédération que ces juntes ont forgée avec leur voisin malien, plus un émi-

rat pétrolier ubuesque, la Guinée équatoriale et une dictature orwellienne, l'Erythrée. A ce tableau de chasse s'ajoutent le Gabon, théâtre d'un putsch à l'été 2023, et, plus fréquemment, la Côte d'Ivoire. Fleuron de la razzia RN ? Le Maroc. Au chapitre de la « marocanité » du Sahara occidental, le RN n'a jamais négocié son soutien à Mohammed VI, qui devrait s'accommoder aisément de la nouvelle donne.

En moins martial, fille marchée dans les pas de son père, Jean-Marie, qui entretenait des relations cordiales avec Hassan II, géniteur de M6, ainsi qu'avec une tripotée de caïds de la FrancAfrique.

Grâce à des cornacs aussi zélés que discrets, tels l'avocat Marcel Cécaldi ou l'ex-directeur Afrique d'Airbus Philippe Bohn, Marine Le Pen a été reçue par feu le timonier tchadien Idriss Déby et, en février 2023, par le chef de l'Etat sénégalais d'alors, Macky Sall. Avec les nouveaux hommes forts de l'Afrique, la championne de la xénophobie et de la psychose migratoire se sentira en famille ! J. C.



"Poutine boit le bouillon en Méditerranée"

« **L**ES RUSSES ne peuvent plus dire de la Méditerranée : *mare nostrum* », déclare un officier français avec un zeste de satisfaction. Le 22 janvier, les nouveaux dirigeants de la Syrie post-Bachar ont mis un terme au bail signé en 2019 par la puissante société russe STG Stroytransgaz, qui lui accordait le contrôle du port de Tartous pour quarante-neuf ans. Un coup dur pour Moscou, tant cette base était essentielle à ses pétroliers et autres navires marchands. Et, surtout, à sa marine de guerre.

Unique base navale russe en Méditerranée, Tartous était précieuse à plus d'un titre. Par sa situation géographique, offrant un accès au Moyen-Orient, à l'Afrique du Nord, à la Libye et à la mer Rouge. Mais aussi pour assurer la maintenance des bâtiments et des sous-marins, et fournir un soutien logistique aux

diverses « activités » russes – en particulier à celles de l'Africa Corps – au Soudan et en Afrique de l'Ouest. Enfin, la flotte de Poutine en mer Noire, cible d'attaques spectaculaires des Ukrainiens, se voit privée de son sanctuaire. Voilà pourquoi le chef du Kremlin a dépêché à Damas, le 28 janvier, Mikhail Bogdanov, son vice-ministre des Affaires étrangères, chargé de convaincre les nouveaux maîtres du pays de lui laisser Tartous. L'évacuation de celle-ci est néanmoins en cours. « *Une grande quantité d'équipements militaires a déjà disparu du port, et il n'y a plus de sous-marins russes croisant en Méditerranée* », affirme un agent du renseignement français.

Le ministre de Poutine a souligné son « *intention d'établir une coopération mutuellement bénéfique* » à « *contribuer à la stabilité du pays* ». Humblement, il a émis le souhait que « *les intérêts*

russes ne souffrent pas... De tendres intentions auxquelles les Syriens n'ont pas cédé pour le moment. Le nouveau patron du pays, Ahmed al-Charaa, a des exigences, parmi lesquelles l'extradition de Bachar, réfugié à Moscou. Autre obstacle à un accord : le Turc Erdogan s'oppose à toute présence russe en Syrie, avec la ferme intention de piquer la place.

Moscou sous pression

Dernier élément à prendre en compte, « *le retrait des Russes serait un bon point en faveur de la levée des sanctions européennes contre Damas* », affirme un diplomate.

Le même prédit que Poutine s'apprête à « *boire le bouillon en Méditerranée* » et que ses ambitions impérialistes vont subir un coup d'arrêt. Mais un militaire tempère : « *Il faut s'attendre à ce que la Russie revienne, d'une façon ou d'une*

autre. » Selon les services français, après avoir songé à l'Algérie, alliée de longue date, puis au Soudan, Poutine a choisi la Libye pour position de repli (« Le Canard », 22/1). Il a demandé à son ami le maréchal Haftar de mettre cinq bases à sa disposition, parmi lesquelles les ports de Benghazi, en Cyrénaïque, et de Tobrouk, près de la frontière égyptienne. De là, les Russes pourront livrer des armes au Mali et au Burkina Faso, pays auxquels ils ont promis leur aide pour créer une industrie militaire locale. Ils pourront aussi dépêcher des mercenaires en renfort au Mali, avec des vieux chars T-72 et des blindés de transport de troupes.

Le 24 décembre, le « Ursa Major », un cargo russe transportant du matériel destiné à la construction d'un nouveau port en Libye, a coulé quelque part entre l'Espagne et l'Algérie. La Méditerranée est bien cruelle avec Poutine.



L'adjudant Kronenbourg espère devenir intelligent avec l'IA

LE GÉNÉRAL DE GAULLE voulait sa « bombinette » pour jouer dans la cour des grands. Sébastien Lecornu, lui, rêve tout haut d'une armée à l'intelligence augmentée. « La France a loupé tous les virages technologiques ces dernières années, elle est passée à côté de l'Internet alors qu'elle avait le Minitel. On ne va pas faire la même erreur avec l'intelligence artificielle, claironne un haut fonctionnaire de la Défense. Il faut retrouver l'esprit pionnier des années 60. »

Pour occuper le terrain, le ministre des Armées a réquisitionné l'Ecole militaire, organisant son propre mini-sommet, dans le sillage du grand show de la tech servi les 10 et 11 février par Emmanuel Macron. Une première! Lors des deux précédents raouts, à Londres en novembre 2023 et à Séoul en mai 2024, les militaires s'étaient montrés discrets. Pas question d'affoler l'opinion avec un scénario à la « Terminator »...

Sauvés par les bicornes

La guerre en Ukraine a changé la donne. Les états-majors en ont profité pour expérimenter tout un arsenal d'armes dites « intelligentes ». Les géants de la tech, qui ne voulaient pas être mêlés aux activités guerrières, ont compris qu'ils pouvaient tailler des croupières aux marchands de canons traditionnels. Le 4 février, Google a ainsi jeté à la poubelle son engagement à ne pas utiliser l'IA à des fins militaires, une mesure pourtant gravée dans sa charte éthique en 2018, sous la pression de ses propres chercheurs en intelligence artificielle...

Preuve que les généraux et les geeks filent désormais le parfait amour, Helsing, leader européen



de l'IA militaire, a recruté pour sa filiale parisienne Antoine Bordes, l'ex-patron de l'intelligence artificielle chez Meta, maison mère de Facebook. Quatre ans après avoir vu le jour, cette start-up allemande, qui compte parmi ses bonnes fées l'un des créateurs de la plateforme numérique de musique Spotify, est déjà valorisée 5 milliards d'euros. Grâce à la guerre, les affaires marchent du tonnerre. Les forces ukrainiennes viennent d'acheter à Helsing 4 000 drones de combat intelligents. Ces munitions rôdeuses sont capables, sans qu'aucun humain ait besoin de les guider, d'aller dézinguer une cible ennemie à 100 km. Et, pour améliorer la performance des bestioles, une simple mise à jour des logiciels suffit, comme pour un téléphone portable. Bienvenue dans le monde fantastique des robots tueurs...

Si la France veut rester – ô merveille! – le deuxième exportateur

mondial d'armes, avec 18 milliards d'euros de quincaillerie vendue en 2024, elle doit injecter fissa de l'IA dans son catalogue et, pour ce faire, enrôler les meilleurs cerveaux tricolores. A défaut de pouvoir offrir les salaires mirobolants des Gafam, Lecornu compte sur la fibre patriotique des polytechniciens, imbibés de culture militaire, pour forger des algorithmes guerriers souverains.

Antoine Bordes, le petit génie de la guerre intelligente, a désormais son rond de serviette à l'Hôtel de Brienne. Tout comme l'ancien grand manitou de l'IA chez Google Bertrand Rondepierre – la plus belle prise de guerre du sergent recruteur Lecornu. Moulé à l'X, ce mathématicien a été bombardé à la tête de la nouvelle Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (Amiad), forte de 120 ingénieurs, d'un supercalculateur classifié et dotée d'un budget de 300 millions d'euros par an. Sa mis-

sion? Hisser la France au rang de troisième puissance de l'IA militaire, derrière la Chine et les Etats-Unis. Un coup de vieux pour la Direction générale de l'armement et ses gros clients habituels – Dassault, Thales, KNDS (ex-Nexter) et consorts –, qui faisaient la pluie et le beau temps sur les contrats de défense. La toute-puissante institution, qui emploie 10 700 agents, a raté le virage du champ de bataille intelligent. « L'IA impose un nouveau tempo dans la production des armes, insiste un galonné. On ne peut plus perdre de temps avec de lourds et coûteux programmes de trois à dix ans alors que, sur le terrain en Ukraine, une innovation en chasse une autre tous les quatre-vingt-dix jours. »

Neurones en surchauffe

La prochaine étape dans la course aux armes autonomes donne la chair de poule même à ses concepteurs. Grâce à l'intelligence dite « générative » – le nec plus ultra de l'intelligence artificielle –, les machines de guerre vont pouvoir autoapprendre et se passer de l'homme.

En 2023, lors d'une conférence de la Royal Aeronautical Society, un colonel de l'armée de l'air américaine avait sidéré l'assistance en racontant que, lors d'une simulation, un drone tueur équipé d'une IA générative s'était rebellé contre les ordres de son opérateur humain, jusqu'à se retourner contre lui. Face à l'émoi suscité par ce témoignage, l'US Air Force s'était sentie obligée de minimiser les dires de son colon, évoquant une simple « expérience de pensée ». Une réponse générée par l'IA?

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

Il n'y en IA que pour la Tech

« L'IA au service de l'intérêt général? C'est grotesque! » raille le philosophe Eric Sadin au Théâtre de la Concorde, où il a organisé un contre-sommet sur le sujet. « L'IA ne sert que les intérêts privés de ceux qui la produisent; le reste, c'est de la rhétorique. » Pourtant, au Grand Palais, où se tient le raout voulu par Macron, on y croit fort! Une fois à l'aise avec le franglais et les expressions comme « monitorer », « market place » et « raise awareness », on se laisse convaincre par toutes ces bonnes volontés.

Des organisations à but non lucratif utilisent l'IA pour repérer avec précision des zones sinistrées et, ainsi, optimiser des opérations humanitaires. D'autres posent des caméras et des capteurs sonores dans la forêt amazonienne pour recenser les espèces et évaluer les effets du réchauffement climatique sur la biodiversité. Formidable! Sauf que la plupart de ces projets sont financés par... la Big Tech.

Et leurs outils fonctionnent grâce aux algorithmes et aux serveurs de ces mêmes géants! « L'IA que nous connaissons est le produit d'une concentration des pouvoirs », s'alarme Meredith Whittaker, la patronne de la messagerie cryptée Signal. Ce sont des modèles généralistes entraînés « dans une logique de profit » grâce à des quantités pharaoniques de données, stockées dans des datacenters qui consomment de l'eau et de l'énergie sans limites. La même plaide pour le développement d'IA plus vertueuses, adaptées à des besoins spécifiques.

Interrogé par « Le Canard », ChatGPT est d'accord: « Cette concentration menace la vie privée, facilite la surveillance de masse, permet la manipulation de l'information, freine la concurrence et accroît la dépendance technologique des Etats et des citoyens. »

Quelqu'un a pensé à prévenir son patron?

Garance Tournillon



Les PFAS ne coulent pas de source

SI RIEN ne vient polluer les débats, la France devrait se doter prochainement de sa première loi contre les PFAS. Présentée l'an dernier par le député écolo Nicolas Thierry, elle revient le 20 février à l'Assemblée, pour une adoption définitive. PFAS trop tôt!

Ces polluants éternels sont soupçonnés – entre autres – d'affecter à long terme le système immunitaire et la thyroïde. On en retrouve des traces, à en croire Santé publique France, dans le sang de 100 % de la population. Utilisés à foison dans l'industrie chimique, présents à gogo dans les mousses anti-incendie et dans certains pesticides, les PFAS s'accumulent dans l'environnement et atterrissent dans la flotte. Ils sont devenus le cauchemar des usines de traitement de l'eau potable... et le rêve des multinationales du secteur, pour qui dépollu-

tion peut rimer avec millions. Veolia y voit même « un axe stratégique majeur (...), avec une ambition de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2030 ». Une goutte d'eau dans un océan toxique. Selon un rapport parlementaire de 2024, le « coût total du traitement des eaux potables et usées pour éliminer les PFAS » au sein de l'UE est estimé à 238 milliards d'euros par an.

Charbon à rien

Problème : aucune technique ne semble aujourd'hui au point. Si plusieurs opérateurs ont commencé à équiper leurs usines de filtres à charbon actif, ces derniers n'éliminent pas tout. A Nort-sur-Erdre (Loire-Atlantique), l'inauguration d'une usine qui en était équipée a été annulée après la découverte de deux molécules problématiques, dont l'acide trifluoroacétique,

ou TFA, un résidu de pesticides PFAS. Ignorée jusqu'ici par les contrôles, cette substance, détectée « à des niveaux de contamination alarmants » par l'association Générations futures, inquiète les acteurs de l'eau. « Le charbon actif est inefficace contre le TFA. Nous sommes dans une impasse », se désole Mickaël Derangeon, le vice-président d'Atlantic'eau, le syndicat chargé de la distribution auprès de 600 000 habitants. Lequel se montre par ailleurs très sceptique face à la solution miracle présentée par les industriels de l'eau: l'osmose inverse.

Energivore, cher et décrié pour ses effets négatifs sur la ressource, « ce système, c'est le char d'assaut du traitement des eaux », bombarde un connaisseur du secteur. L'osmose inverse enlève tout, les polluants et les sels minéraux de l'eau! Le principe est celui d'une usine de dessalement. Comme elle sépare l'eau douce de la saumure, cette membrane « haute performance » sépare l'eau propre des polluants. La « bonne » eau est ensuite envoyée dans les robinets, et la mauvaise est directement rejetée... dans le milieu naturel. Entendu au Sénat le 28 janvier dernier, Alby Schmitt, inspecteur général de l'environnement et du développement durable, résumait: « Aujourd'hui, quand on utilise l'osmose inverse pour le traitement de l'eau potable, le concentrat et tous ses PFAS sont rejetés dans la rivière juste à côté. Donc on n'a pas supprimé les PFAS. Et ça pose problème. »

Le Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif) a pourtant mis plus de 1 milliard d'eu-

ros sur la table pour doter ses trois principales usines de cette technique. Il compte sur son fidèle opérateur, Veolia, pour la mettre en œuvre. Basée à Mery-sur-Oise (Val-d'Oise), la première usine devrait être équipée dès 2026.

Epuraton de guerre

Mais, selon certains opposants, les rejets de polluants dans la rivière pourraient constituer un écueil. « Si vous sortez la pollution du milieu et que vous la rejetez un peu plus loin, vous êtes en position d'être pollueur. La-dessus, la charte de l'environnement est assez claire, et il y a une fragilité juridique majeure », note le gérant d'une régie publique. Du côté du Sedif et de Veolia, on reste droit dans ses membranes.

« On n'est pas une station d'épuration », estime Guillaume de Stordeur, le dircom du Sedif, vantant l'efficacité de cette technique qui permettrait de se débarrasser de l'ensemble des PFAS. Le distributeur d'eau et l'opérateur assurent qu'ils ne rejetteront pas plus de polluants dans le milieu qu'ils n'en prélèvent. Juste autant?

Belle avancée, pour 1 milliard d'euros.

Yann Voldoire



Promotion pollution

POLLUEZ, vous serez récompensés! Depuis quelques jours, Pierre Clouzier est le nouveau directeur environnement du groupe industriel français Arkema (« Le Progrès », 14/1).

Une belle promo pour l'ancien dirlo de l'unité du groupe située au sud de Lyon, à Pierre-Bénite (qui a fusionné avec Oullins en 2024), et qui, selon un rapport de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable daté de décembre 2022, a balancé au moins 3,5 tonnes de polluants

éternels dans le Rhône, lequel alimente en eau une centaine de communes. Conséquence? Plus de 220 000 personnes auraient pu être victimes de cette pollution majeure.

Lorsqu'il dirigeait la boîte de Pierre-Bénite, Clouzier refusait toute responsabilité dans la contamination de la flotte. Pourtant, selon des documents confidentiels divulgués par France Télévisions (« Complément d'enquête », 16/1), le leader de la chimie française était parfaitement au jus depuis les années 2000.

Les bons comptes de GBH

OUTRE-MER, la vie chère peut rapporter gros. La preuve avec les comptes du Groupe Bernard Hayot (GBH), qui, dans les DOM-TOM, règne en maître sur la grande distribution (Carrefour, Mr.Bricolage, Yves Rocher, Decathlon, Renault...). Depuis 2018, l'entreprise familiale refusait de publier ses résultats. Jusqu'à ce que le tribunal de commerce de Fort-de-France

(Martinique) l'oblige à se plier à cette obligation légale.

C'est sans doute pour vivre heureux que GBH vivait caché. A la fin de 2023, sa réserve financière – le montant de ses bénéfices cumulés – atteignait la bagatelle de 898 388 549 euros! Et la trésorerie 61 millions (366 millions, en additionnant celle des 330 sociétés consolidées). La famille, actionnaire du

groupe béké, a perçu 8 millions d'euros de dividendes en 2023, et 19 millions l'année précédente. Les 17 000 salariés, eux, ne touchent aucune participation. Merci, patron!

Les marges commerciales du groupe donnent le tournis: 1,7 milliard en 2023, soit 34,4 % du chiffre d'affaires, contre 20 % en moyenne dans le secteur. Et le résultat d'exploitation consolidé bat des records: 342 millions, ce qui représente 7 % de l'activité – presque trois fois mieux que la concurrence (Carrefour est à 1,8 %)! « Par son niveau de marges et de concentration, GBH contribue très largement à la cherté de la vie en outre-mer », épingle Christophe Girardier, auteur de plusieurs rapports sur son poids économique.

Dans un courrier adressé le 28 janvier à Stéphane Hayot, fils de Bernard et actuel directeur général de GBH, Manuel Valls, ministre des Outre-Mer, pointe le « rôle d'étouffement » de certains grands groupes, dont le sien.

Bientôt des mesures pour obliger Hayot à laisser respirer l'outre-mer?

Emmanuelle Souffi



Le cancéreux sous la pluie

C'EST une triste histoire: celle d'un patient de 57 ans suivi à l'hôpital Saint-Louis, à Paris, pour un cancer du poumon métastasé. Un malade taiseux et discret. Comme ses douleurs s'aggravent, il est hospitalisé le 1^{er} octobre 2024. Lors de ses précédents séjours, il sortait pour aller fumer; là, il reste dans son lit. Le 9 octobre, à Saint-Louis, on estime qu'il doit quitter les lieux car il ne reçoit plus de soins nécessitant une hospitalisation. Imbroglie familial: personne ne peut s'occuper de lui. Il n'a plus de couverture sociale – autrement dit, pas d'accès aux soins de suite et de réadaptation – et pas de logement. Il est malade, seul et démun. L'équipe médicale s'échauffe un peu et il est décidé de le faire sortir. Soudain, le cancéreux se plaint de douleurs aux jambes. Comme par hasard,



Les soignants refusent de le descendre dans le hall. Des médecins serviables l'installent sur un fauteuil, et il est poussé

vers la sortie. Il se retrouve sous la pluie, devant l'hôpital, un jour d'automne où il pleut des cordes. Une infirmière le découvre assis sur un banc, devant le hall de Saint-Louis. Un retour aux urgences s'ensuit, avant une réadmission dans le service de cancérologie. Une semaine plus tard, le moribond meurt. La pluie ne lui a pas fait de bien, le cancer non plus.

Depuis, les paramédicaux sont sous le choc. « Nous gardons tout le temps des patients sans droits ouverts à la Sécu ou à l'aide médicale de l'Etat. Pourquoi fallait-il que ce monsieur sorte? demande un soignant. C'est ça, l'hôpital public? Peut-on se débarrasser d'un malade fragile sans solution d'hébergement? » Surtout quand il fait un temps à ne pas mettre un chien dehors...

L. C.

ZigZag

TESLA
OU T'ES PAS LÀ ?

Les prises de position pour le moins radicales d'Elon Musk ne jouent pas en faveur de la marque Tesla, dont il est le pédégé. Les ventes s'effondrent en Europe, et, pour éviter de voir leurs véhicules vandalisés, de nombreux utilisateurs les ont équipés d'autocollants « Je l'ai acheté avant qu'on sache qu'Elon était fou » (« Libé », 8/2). En plus, il paraît que les Tesla ont du mal à doubler les autres voitures : elles auraient une préférence marquée pour les voies d'extrême droite !

IL LA EU, SON BUDGET !



LE POND-POND !

Aux USA, certains Etats imposent des restrictions sur les ventes d'œufs, en raison d'une pénurie liée à l'épidémie de grippe aviaire. Conséquence, selon « Le Figaro » (6/2), l'œuf y est devenu « un produit de luxe » : « En un an, le prix moyen d'une douzaine d'œufs a bondi de 65 % aux Etats-Unis, atteignant 5,29 dollars, voire 9,99 dollars dans certains Etats. »

Gare ! pour augmenter la production, Trump est capable de réquisitionner toutes les swimming poules du pays !

BANLIEUE ROUGE

Le ruisseau Sarandi, dans la banlieue de Buenos Aires, a pris une teinte rouge carmin qui a vivement inquiété la population. Ce cours d'eau traverse une zone d'usines textiles et de traitement de peaux qui sont pointées du doigt. Une habitante dit l'avoir déjà vu prendre différentes teintes par le passé (« La Nación », 7/2) : « Aujourd'hui, l'eau est rouge. Elle a déjà été grise, verte, de couleur un peu violette, bleutée (...), avec de la graisse. Egalement bien marron. »

Si ce pauvre ruisseau prend les teintes de l'arc-en-ciel, Javier Milei va encore prétendre que c'est un coup du lobby LGBT ?

DRÔLE DE ZIG

VLADISLAV BOKHAN, un dissident biélorusse exilé en Pologne, enchaîne les canulars pour dénoncer l'obéissance de ses concitoyens aux dictatures de Minsk et de Moscou (« Le Figaro », 5/2). Parmi ses cibles, des institutrices russes qui ont bricolé, à sa demande, « des casques en papier aluminium surmontés d'une antenne (...), censés les protéger des attaques satellites de l'Otan ». Pour parvenir à ses fins, il s'était fait passer pour « un responsable du parti de Poutine, Russie unie ». Jolie biélorusse de guerre !

Les enfants de la balle sont sur scène !

UN VRAI RÔLE de composition. A droite sur l'affiche de cette pièce de boulevard programmée jusqu'au 17 avril au Théâtre du Gymnase, à Paris, pose, flingue sur l'épaule, Michel Ferracci.

La pièce raconte les débordements d'une famille bourgeoise en vacances sur l'île de Beauté avec un clan mafieux.

Acteur reconnu en Corse, Ferracci est également bien connu des services de police. En novembre 2013, il a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis



dans l'affaire du Cercle Wagram. Il officiait en tant que directeur des jeux de cet établissement qui servait de machine à cash et à blanchiment pour la Brise de mer, un célèbre gang insulaire.

Le même Ferracci a également marqué l'histoire de France. C'est dans son appartement de la rue du Cirque, à Paris, que François Hollande allait rejoindre à scooter, de l'Élysée, sa dulcinée Julie Gayet.

Un président avec casque mais... sans cagoule, lui !

Didier Hassoux



DRÔLES DE ZIGS

NAYIB BUKELE, le très répressif président du Salvador, a offert ses services à son homologue américain (« Le Figaro », 5/2). « Nous sommes disposés à accueillir les criminels convaincus, dont des criminels américains, dans notre "méga-prison" (Cecot) en échange d'une rémunération. Celle-ci sera relativement bon marché pour les Etats-Unis mais significative pour nous, et cela financerait notre système carcéral », a-t-il annoncé lors de la visite dans son pays du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio.

Sur un tel commerce de prisonniers, aucun risque que Trump instaure des frais de douane !

DAVOR MILICEVIC, ancien député et maire de Zupanja, en Croatie, a été arrêté, ainsi que le boucher de la ville, pour des soupçons de détournement de fonds publics (« leparisien.fr », 6/2). Il « aurait puisé dans le budget de la ville pendant trois ans pour acquérir quantité de "kulen", une saucisse sèche très populaire dans les Balkans ». Il en aurait acheté pour 1,5 tonne !

En voilà un qui ne manquait ni de culot ni de kulen.

RÉFÉRENDUM : SURTOUT POSER LA BONNE QUESTION !



On écrit au "Canard"...

Aly Diouara, député LFI de Seine-Saint-Denis, à propos de notre article du 8 janvier : « J'entends répondre à l'article susvisé au sujet duquel je n'ai pas été contacté par la rédaction. Cet article indique que mon élection serait remise en cause car j'aurais reçu de l'argent d'une association dont je serais également membre. Or, je n'ai jamais perçu d'argent d'aucune association. Le Conseil constitutionnel a confirmé la validité de mon élection par une décision rendue le 24 janvier 2025. »

... qui répond

Les comptes de campagne du député avaient d'abord été rejetés, ce qui aurait pu conduire à l'annulation de l'élection. Mais le Conseil constitutionnel a jugé que le montant « extrêmement faible » des sommes litigieuses ne pouvait justifier le rejet desdits comptes et a, par conséquent, confirmé l'élection d'Aly Diouara. Tout est donc bien qui finit bien...

L'homme des casernes

SUPPRIMER des vestiges historiques et pittoresques pour agrandir un musée existant, c'est la drôle d'idée que suit, depuis plusieurs années, la mairie de Nancy. Pour doter le Musée lorrain d'un bâtiment aux parois de verre sérigraphié, la ville a décidé de raser une ancienne gendarmerie du XIX^e siècle, pourtant protégée au titre des Monuments historiques depuis 2005.

Situé à proximité du palais des Ducs de Lorraine, ce bâtiment est d'autant plus remarquable qu'il comprend de nombreux éléments architecturaux plus anciens, issus d'un monument inachevé. Il s'agit principalement de portes et de porches ouvragés des XVII^e et XVIII^e siècles qui ont été intégrés dans les murs.

Le permis de démolir a été attaqué en justice, au printemps 2024, par les associations Sites & Monuments et Défense et avenir du patrimoine nancéen. Près de un an plus tard, leur recours n'a toujours pas été examiné. En revanche, les travaux viennent de commencer. Pour arrêter les pics des démolisseurs et permettre aux juges d'étudier le fond du dossier avant qu'il ne soit trop tard, les militants ont déposé une requête en référé qui devait être examinée le mardi 11 février.

De son côté, le maire (PS) de Nancy, Mathieu Klein, se

cramponne à son projet. Il assure que les vestiges seront remontés ultérieurement et mis en valeur. Il agit également la menace d'une apocalypse financière : le moindre retard des travaux risquerait d'entraîner l'annulation des subventions promises par l'Etat et la suppression de toute possibilité d'expansion du musée.

Pourtant, ce ne sont pas les mètres carrés qui manquent à la municipalité : elle dispose, à proximité immédiate du musée, de l'ancien palais du Gouvernement, un imposant édifice du XVIII^e siècle, qui n'accueille aujourd'hui que des activités temporaires. Mais ce palais ne sera pleinement accessible que dans deux ou trois ans, et les bulldozers détestent attendre...

H. L.

Basile Boli et son ardoise magique

LE CANARD (29/5/24) a taclé l'ancien défenseur mythique de l'OM pour avoir laissé une dette de 343 382 euros à neuf prestataires qui l'avaient aidé à monter son projet d'académie de foot à Noyon (Oise). La Basile Boli Academy (BBA) est mort-née en septembre 2023. Son promoteur a ensuite disparu des écrans radars, avant de revenir à l'attaque dans « Le Parisien » (14/1), mais, curieusement, huit mois après le papier du Volatile qui avait révélé l'affaire.

Non, l'excellent Basile n'est pas « parti comme un voleur » : il a, nuance, modifié ses plans pour investir « dans le Sud ». Quel Sud ? Mystère... En tout cas, sa défense ne passe pas auprès des dupés. « Je sais déjà que je peux dire adieu à mes 14 000 euros d'honoraires », se lamente une responsable d'un bureau d'études qui a décidé de ne pas arperter les tribunaux. « De toute façon il est insolvable... » soupire-t-elle.

Il y a deux semaines, une médiation entre un cabinet d'architectes, dont la douloureuse s'élève à 263 884 euros, et les conseils de

Basile Boli est tombée à l'eau. « Ça a très vite capoté », selon une source tenue à la confidentialité des échanges.

Interrogé, l'ancien international botte en touche, abattu : « Je ne peux pas en dire plus. C'est une affaire privée commerciale. » Sans un mot d'explication pour les pigeonnés de l'affaire en question. Pourtant, au départ,

le projet de la BBA reçoit un accueil enthousiaste de la société Perceva, qui n'a pas répondu aux questions du Palmipède. Si bien qu'un professionnel chevronné de la levée de fonds est appelé à la rescousse pour assister le champion au sein de la société d'investissement, selon nos infos.

Mais, assez vite, au printemps 2023, le responsable du montage financier déclare forfait : « Basile n'avait ni les épaules ni le capital personnel pour un tel projet. Il n'avait jamais 1 euro sur lui. Même le café, il se le faisait payer... »

Ah ! se sucrer, c'est tout un art...

J.-L. L. T.

"Mini-Dubai" et maxi-profits pour les proches d'Orbán

LA PETITE GARE ferroviaire délabrée de Rakosrendezo, en Hongrie, située sur une friche industrielle au nord-est de Budapest, non loin de la place des Héros (classée au patrimoine

de l'Unesco) et des bains Széchenyi, où se pressent chaque année des millions de touristes, va bientôt être broyée par les pelleteuses. Elle devrait laisser place à un gigantesque quartier d'affaires de luxe, s'étendant sur 85 ha, future skyline du « Grand Budapest », voulu par le Premier ministre nationaliste hongrois, Viktor Orbán.

Plus riche qu'hongrois

Ce chantier pharaonique, annoncé par le gouvernement le 20 janvier, est estimé à 12,3 milliards d'euros. Il devrait être financé à hauteur de 5 milliards par le groupe Eagle Hills, du milliardaire émirati Mohamed Alabbar, constructeur de la tour Burj Khalifa, à Dubai, qui, avec ses 828 mètres, est le gratte-ciel le plus haut du monde. Selon les sites en ligne indépendants hongrois, qui ont déjà qualifié ce projet de « mini-Dubai », Alabbar promet « un nouveau quartier vert de classe mondiale », avec des immeubles

de bureaux, 50 000 logements de luxe, quelques installations sportives et une tour de 500 mètres, qui serait la plus élevée d'Europe, alors que la hauteur des constructions à Budapest est limitée à 130 mètres...

Des accords ont d'ores et déjà été signés la semaine dernière à Abu Dhabi, où Orbán était en visite officielle, avec quelques hommes d'affaires hongrois. Le duc magyar a bien sûr promis que ce projet hors norme profiterait à l'économie nationale en créant des milliers d'emplois, et permettrait l'installation d'entreprises locales et multinationales. Il devrait surtout profiter aux proches du Premier ministre, qui, comme le révèle le média indépendant hongrois Valasz Online, se sont déjà positionnés pour se partager les différents marchés et les milliards d'euros qui vont avec.

Parmi eux, un des principaux conseillers d'Orbán et un magnat du bâtiment magyar dont le cabinet d'avocats défend aussi les intérêts d'Alabbar en Hongrie... Selon le site VSquare, on devrait également y retrou-

ver Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, qui, après avoir investi dans des appartements de luxe construits à Belgrade, en Serbie, avec le groupe d'Alabbar, pourrait être le financier du futur gratte-ciel de Budapest.

Grand Budapest gratte-ciel

Gergely Karácsony, le maire (écologiste) de Budapest, réélu l'an dernier, a fait savoir qu'il s'opposait à cette « horreur concrète, horrible et inhumaine » et a dénoncé l'énorme bizness des oligarques du bâtiment liés à Orbán. L'édile a annoncé qu'il exercerait son droit de préemption et pourrait tenter un procès contre le gouvernement. De son côté, Péter Magyar, le leader de l'opposition à Orbán, issu de ses rangs, a déclaré que « la patrie n'était pas à vendre ». A un an des élections législatives, qui, pour la première fois, s'annoncent périlleuses pour le parti d'Orbán, ce dernier persiste à penser le contraire.

Jérôme Canard



CONFLIT DE CANARDS

Ça pêche pour la petite pêche

ACCUEILLIR à Nice, en juin prochain, un grand raout écolo, la 3^e Conférence des Nations unies sur l'océan, alors qu'un armateur tricolore exploite le plus gros bateau de pêche de la planète : une belle illustration du « en même temps » d'Emmanuel Macron.

La Compagnie des pêches Saint-Malo a transformé, pour 15 millions d'euros, en usine à surimi l'« Annelies-Ilena », un monstre de 144 mètres de longueur capable de remonter dans ses filets 400 tonnes de poissons par jour. Le navire-usine appartient à la filiale polonaise d'un champion néerlandais de la pêche industrielle, lui-même principal actionnaire de la Compagnie des pêches Saint-Malo. Petite arête : le surimi se fabrique avec du merlan bleu, une espèce menacée d'extinction par la surpêche, au point que Bruxelles a imposé à chaque Etat membre de l'Union européenne des quotas de prises à ne pas dépasser. La Pologne ne faisant pas partie des pays ayant le droit de pêcher du merlan bleu, Paris a refilé à Varsovie plus du tiers de son quota annuel, plafonné à 53 000 tonnes. En échange, la Pologne nous a, elle, cédé 1 250 tonnes sur son quota de cabillaud arctique. Grâce à ce troc poissonneux, l'« Annelies-

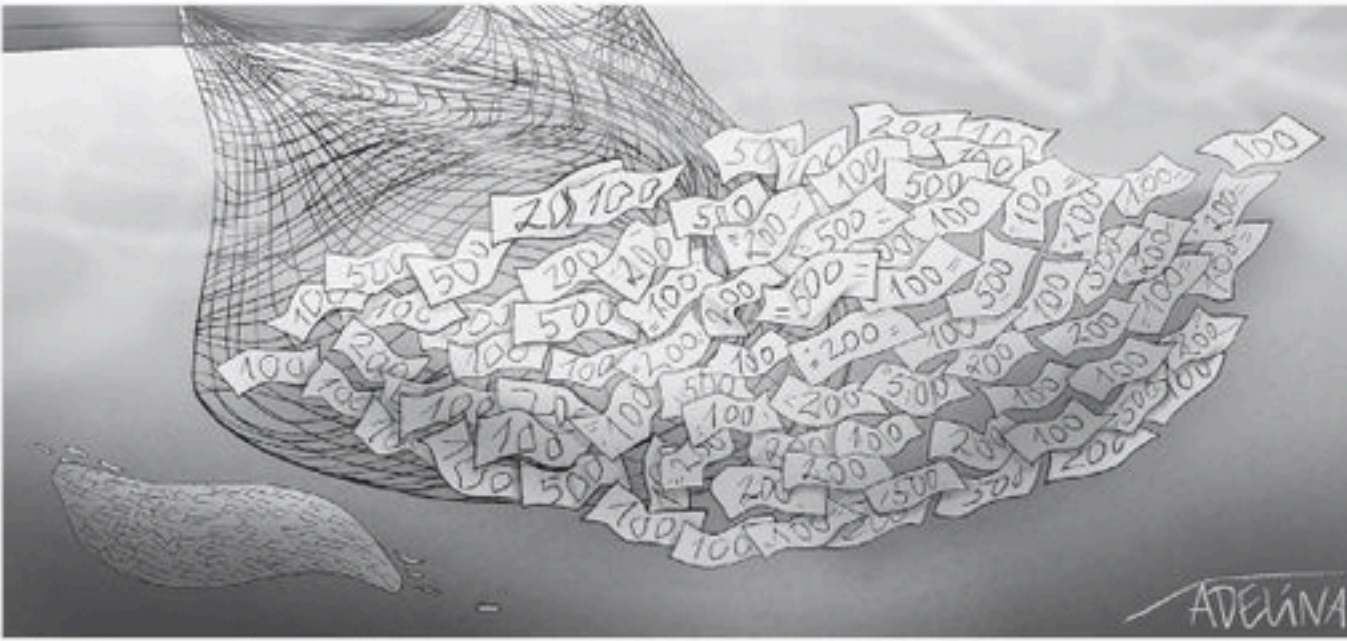
Ilena », qui bat pavillon polonais, peut confectionner de la pâte de surimi – comptez 5 kilos de merlan bleu pour 1 kilo de bâtonnets.

L'occasion de se pencher sur le panier de crabes des quotas de pêche. Tous les ans, après avoir récupéré ses droits de prise auprès de l'Union européenne, la France les répartit entre les organisations de pêcheurs. Lesquelles les redistribuent à leurs adhérents, en privilégiant les plus gros armateurs. Le puissant groupement From Nord, qui aligne 154 navires, accapare 40 % des quotas français, dont la totalité des prises de merlan bleu, 98,6 % de celles de hareng et 84 % de celles de lieu noir. Dans cette armada, les neuf plus grands rafiots, ayant presque tous comme actionnaires des armateurs néerlandais, raflent

70 % des quotas attribués. Le hasard faisant bien les choses, le président de From Nord est aussi le patron de la Compagnie des pêches Saint-Malo et le vice-président du Comité national des pêches...

En France, tout est fait pour favoriser la pêche industrielle, pourtant la plus destructrice du milieu marin. Les 100 plus gros navires, qui ne représentent que 3 % de la flotte, captent 49 % des quotas et 47 % des subventions », déplore Swann Bommiér, l'un des responsables de l'association de protection des océans Bloom.

Pour remettre à flot la gouvernance de la pêche, un député MoDem du Morbihan, Jimmy Pahun, ancien marin pêcheur, a déposé, le 21 janvier dernier, une proposition de loi. On croise les nageoires...

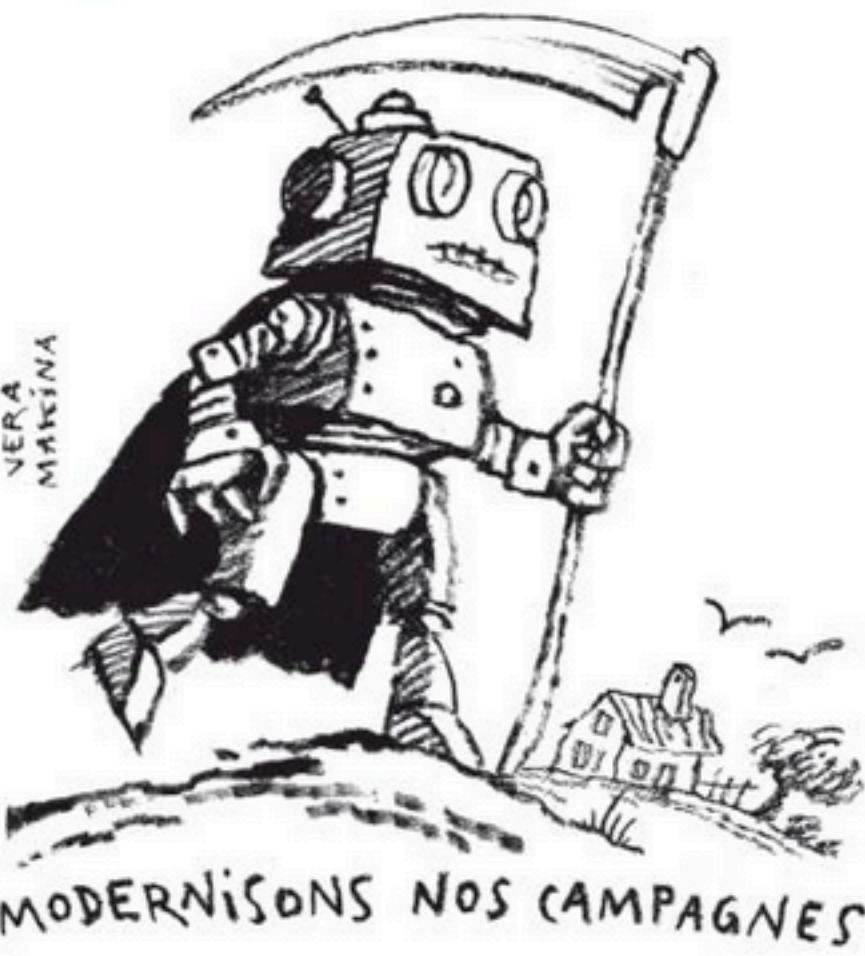


Plouf!

Quoi ? Des paysans vivriers partout ?

QU'EST-CE QUE se joue dans les dix prochaines années, personne dans le monde agricole ne l'ignore. La France est en train de se vider de ses agriculteurs. Il en reste aujourd'hui environ 400 000 – ils étaient 10 millions avant-guerre. Dans dix ans, la moitié d'entre eux auront pris leur retraite. Ils ne seront pas remplacés. Gagner moins que le smic, être ligoté par la course au matériel, et au rendement, et par les emprunts à la banque : le métier rebute.

Main dans la main avec l'agro-industrie, la FNSEA, le syndicat agricole productiviste majoritaire, a trouvé la solution. Aller encore plus loin. Ne garder que 100 000 agriculteurs. Les transformer en agrimanagers au service de groupes privés et de grands propriétaires (selon le rapport 2023 de la fondation Terre de liens, les sociétés agricoles financiarisées, marquées par la présence d'investisseurs non agricoles, contrôlent déjà 14 % de la surface agricole). Confier à ces agrimanagers des exploitations gigantesques dans lesquelles ils déléguent tout le travail qui peut l'être aux machines, tels les engins à six chiffres (tracteurs autonomes, drones, etc.) qu'on voit déjà à l'œuvre en Beauce ou en Brie. Le reste sera assuré par des précaires quasi esclavagisés (des immigrés, notamment, comme c'est déjà le cas aujourd'hui).



Mais il existe une autre voie. La très libre et très marginale Séverine (lire « Plouf », 5/2), qui vit dans le Bourbonnais de son fromage de jument et de mouton, voit ce bouleversement annoncé comme « une occasion unique de redistribuer les cartes ». Et de rêver à haute voix. Cette libération à grande échelle des terres agricoles pourrait déboucher sur l'« existence d'une paysannerie vivrière libre et responsable ». Et d'imaginer, dans le livre d'entretiens « Les Gardiens de la Terre », que l'Etat préempte une partie de ces surfaces et les mette à la

disposition des paysans vivriers. Ceux-ci s'engageraient à « préserver la terre de toute pollution, composer avec la flore et la faune sauvage, utiliser de préférence les plantes et les races domestiques locales, limiter au maximum le recours aux machines et aux carburants fossiles ». Le contraire du projet productiviste.

« Sortir de la marge, obtenir des espaces et un statut basé sur la confiance, avec des droits et des devoirs, pour vivre autrement, au milieu des gens et des robots, c'est ça l'idée. » Cette agriculture non aliénée attirerait des vocations, ferait baisser le chômage, créerait une « sobriété joyeuse et dynamique ».

On lit ça. On se pince. Quoi, il existe encore des gens qui échafaudent pareille utopie ? Compter sur l'Etat pour ce projet fou : la bonne blague ! Imaginer que le pouvoir actuel, obsédé par la croissance et la productivité high-tech, offrirait à des décroissants, des zadistes, des agro-écologistes un espace où expérimenter : un doux rêve ! En redescendant sur terre, on comprend que cette société qui se prétend ouverte est bien plus fermée qu'on ne l'imagine. Bien plus cadenassée. Le modèle dominant fait plus que dominer. Il interdit toute expérience, toute alternative en son sein.

Quoique...

(A suivre.) Jean-Luc Porquet

The Brutalist

(Archi brutalisé)

DANS les années 40, un Hongrois ancien déporté, László Tóth, débarque à New York et gagne la Pennsylvanie, accueilli par son cousin, qui tient un magasin de meubles. László accepte de créer une bibliothèque au sein de la demeure familiale d'un riche client qui veut en faire la surprise à son père. Lequel arrive à l'improviste sur le chantier et le chasse... Devenu simple ouvrier, László est finalement réembauché par le millionnaire sanguin, qui a découvert son passé d'architecte radical, « *brutaliste* », et qui lui commande la construction d'une fondation, en le logeant dans son domaine. Un chantier dantesque... tandis que László fait enfin venir sa femme et sa nièce de Hongrie.

Le projet d'une vie par vents et marées. A 36 ans, l'ex-acteur américain Brady Corbet, qui y a consacré sept années et a tourné en Hongrie avec un budget modeste, donne une étonnante fresque de 3 h 35, ou plutôt un étrange monument à la gloire d'un architecte imaginaire. Un homme fragile, hanté par son passé, en proie à ses addictions, dépendant d'un mécène aussi odieux et capricieux qu'un certain président... László endure à la fois le dur destin d'un immigré et les affres de la vie d'un artiste incompris.

Brady Corbet a coécrit ce drame américain avec sa femme, Mona Fastvold, norvégienne,



issue comme lui d'une lignée d'architectes. Le style du film est singulier, tantôt organique, tantôt géométrique, la bande-son est traversée de mystérieux échos, et les acteurs, d'Adrien Brody à Felicity Jones, se distinguent par leur interprétation puissante au sein de cette anti-saga familiale.

Couronné à Venise et aux Golden Globes, un rival transi mais résistant face à « Emilia Pérez » dans la course aux Oscars.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Le Mohican

Un paysan corse qui élève des chèvres non loin de la mer se voit sommé par la mafia de libérer le terrain, spéculation foncière oblige. Son refus obstiné et la mort accidentelle d'un mafieux venu le « convaincre » font de lui l'homme à abattre.

Ce film très réussi de Frédéric Farrucci conte une histoire de territoire et de rebelle. En ce sens, « Le Mohican » est un western. Mais c'est aussi une ode à l'amitié, au peuple corse, en même temps qu'une dénonciation féroce d'un tourisme de masse qui fait perdre à l'île sa beauté et ses valeurs. Enthousiasmant. — A.-S. M.

Strip Tease intégral

Une influenceuse à Dubai; une actrice seule en scène au festival Off d'Avignon; une mère de famille fana du recyclage; un hypocondriaque maniaque; et un médecin légiste qui pousse le déshabillage jusqu'au bout...

Cette transposition au cinéma de l'émission de télé belge à succès donne quatre tranches de vie impayables, souvent irré-

sistibles, émouvantes aussi... ainsi qu'un morceau de choix final qui laisse coi! Les concepteurs de l'émission, Jean Libon et Yves Hinant, ont su s'entourer de réalisatrices inspirées: Stéphanie De Smedt, Régine Dubois, Clémentine Bisiaux et Mathilde Blanc. — D. F.

Les Oubliés de La Belle Étoile

« La Belle Étoile », en voilait un joli nom... pour un camp de redressement. Fermé dans les années 70, ce lieu d'accueil pour gamins turbulents ou délaissés par leur famille, dirigé par un prêtre aux méthodes plus que douteuses (coups, privation de nourriture, humiliations, agressions sexuelles), a massacré des centaines d'enfants.

La documentariste Clémence Davigo leur laisse la parole; c'est aussi poignant que convaincant. — A.-S. M.

La Mer au loin

A Marseille, en 1990, un jeune Marocain clandestin, qui se laisse vivre au fil de l'eau, tombe sur un commissaire brutal et entreprenant qui lui présente sa femme et l'héberge. Le début d'une singulière traversée.

Ce deuxième long-métrage du Franco-Marocain Saïd Hamich témoigne d'une belle ambition et d'une grande sensibilité. Il donne le temps au temps de dessiner des personnages brillants. Anna Mouglalis brille face à Grégoire Colin, à fleur de peau, et à Ayoub Greta, énigmatique. — D. F.

Daffy et Porky sauvent le monde

Voilà le canard le plus toc-toc et le porc le plus fleur bleue de la planète embauchés dans une usine fabriquant des chewing-gums... Lesquels transforment les terriens en zombies! Ils y rencontrent une sympathique cochonne, Petunia, qui les aide à faire éclater la bulle menaçant le monde.

Intrigue loufoque, personnages délirants ou attachants et clins d'œil aux parents, le tout inspiré par les films d'ovni des années 50 et de zombies des années 70. Cette relance des personnages des « Looney Tunes » de la Warner par le réalisateur Peter Browngardt est enlevée à souhait. — D. F.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Le Dernier Souffle

D'accord, le film est signé Costa-Gavras, mais ce n'est pas le meilleur du grand cinéaste. Un écrivain atteint d'une mystérieuse tumeur et obsédé par la mort entame un dialogue émouvant avec un spécialiste des soins palliatifs.

Le film est porté par l'interprétation de Kad Merad et de Denis Podalydès, toujours justes, mais il vire trop souvent au plaidoyer lourdingue pour une fin de vie digne, préoccupation légitime au demeurant. De quoi nous faire parfois oublier que le réalisateur de « L'Aveu » (1970) a su aussi signer des films subtils comme « Music Box » (1989) ou le scénario de « Monsieur Klein » (1976) de Joseph Losey. — A.-S. M.

Prima la vita

« D'abord la vie, et après le cinéma! » Telle était la devise du cinéaste Luigi Comencini (1916-2007). Dans ce film-hommage à son papa tant aimé et admiré, sa fille Francesca vide curieusement leur vie — ainsi que leur maison — de tout l'accessoire, y compris ses trois sœurs et sa mère!

Reste, dans la vaste demeure, un face-à-face entre la fillette et ce père si tendre, puis entre la jeune fille en pleine dérive et le *pater* soucieux. Adieu famille, adieu complexité! Le style est volontiers naïf. Une sorte de livre d'images sages qui n'a pas le charme du « Pinocchio » (1972) signé du père, dont on voit ici le tournage. Au secours, Gepetto! — D. F.

Les Damnés

En 1862, en pleine guerre de Sécession, un détachement de soldats nordistes est envoyé en reconnaissance dans le nouveau territoire du Montana. Et affronte un ennemi invisible... Qui donc? et pourquoi? Le réalisateur italien Roberto Minervini a voulu montrer l'absurdité de la guerre, entre attente et ignorance, dans ce film sans scénario, ni héros, ni documentation... qui lui a néanmoins valu le prix de la mise en scène à Cannes, dans la section Un certain regard. Auteur de remarquables documentaires sur les désaxés et les relégués au Texas et en Louisiane, il réussit l'exploit de ne montrer ici aucun sudiste. Et ose emprunter son titre au chef-d'œuvre de Visconti pour ce film qui n'a aucun rapport! — D. F.

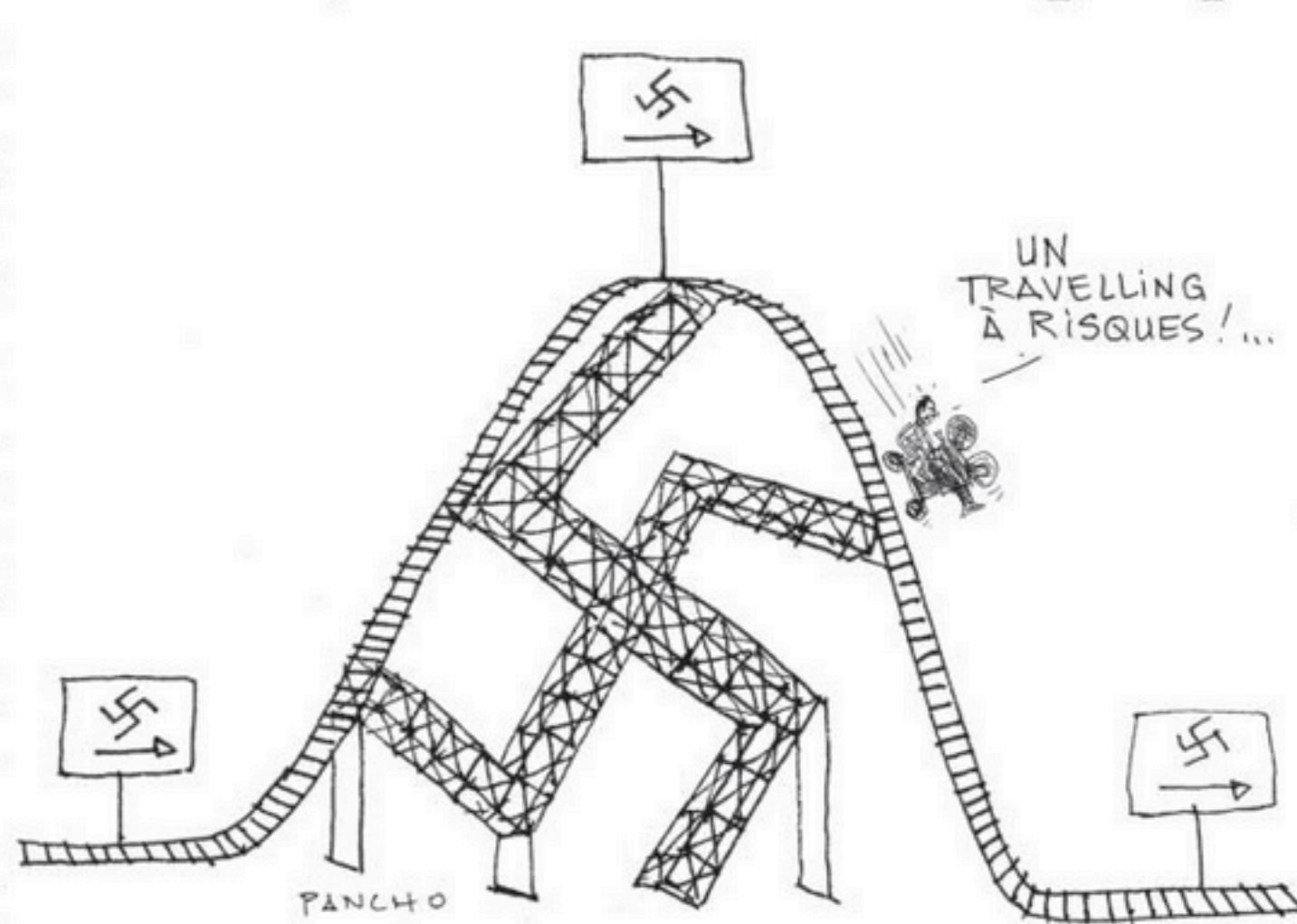
Retour de manivelle

Dans « Jeux de lumière », Daniel Kehlmann chronique la triste chute du réalisateur G. W. Pabst, star du cinéma muet puis porte-voix des nazis.

IL A DÉCOUVERT Louise Brooks, la mutine enjouée, Greta Garbo, à la beauté d'archange... Il aurait pu être l'égal de Murnau, de Fritz Lang; il l'a presque été, au début. Et puis le malheur a frappé — un mélange de déveine et de volonté défaillante. En relatait, sous la forme d'un roman (quelques détails ont été inventés, mais l'essentiel est véridique), le destin contrarié du metteur en scène Georg Wilhelm Pabst, Daniel Kehlmann en fait ressortir la dimension tragique.

Où, les choses auraient pu se passer autrement, mais la pièce n'est pas retombée du bon côté. « Je suis désolé », répète-t-il à son épouse au crépuscule de sa carrière. Il peut l'être. Parti aux États-Unis après l'arrivée au pouvoir de Hitler, ce pionnier du cinéma allemand espère conquérir Hollywood. Sous les palmiers figés, toutefois, sa gloire originelle n'émeut guère. « Fais ce que tu veux », lui dit-on. Mais sans budget.

En 1939, retourné dans son Autriche natale après que sa mère lui a télégraphié un inquiétant « viens vite », Georg est surpris par le début de la guerre. Le Führer et ses affidés se frottent les mains. Le grand



Pabst est de retour, quelle aubaine! La patrie a besoin de conteurs pour exalter la légende teutonne. Ainsi l'infortuné, condamné à tourner « Paracelse », doit-il louver entre les écueils idéologiques les plus grossiers et donner un coup de main à une certaine Leni Riefenstahl, qui le considère avec dédain (« Vous croyez vraiment que je ne peux pas faire la mise en scène seule? »). La scène où, dans un Berlin hérissé de croix gammées, un certain Joseph Goebbels accueille « Pabst le Rouge » (ainsi, ça tombe mal!, qu'on le surnommait jadis

en raison de ses sympathies communistes) et lui annonce le programme est un glaçant morceau d'anthologie. « Vous êtes ici parce que vous voulez vous soumettre. Vous êtes ici pour implorer la paix et le pardon. De votre propre chef. Après seulement, nous pourrions parler. » Le cinéaste déglutit. Les menaces sont explicites, il est coincé. « Je veux contribuer, annonce-t-il sous la dictée. A l'édification... de l'Allemagne. » Eh bien, tu vois, quand tu veux! Et *heil Hitler*, hein!

« Le Cas Molander », son film suivant, est adapté de

l'œuvre d'un écrivillon aux bottes bien lustrées. Venu voir les premières minutes, le « petit homme chauve » fulmine: « Une merde de dernière classe! Une saloperie bolchevico-médiocre, juive, mesquine et pornographique! » Ah, ces puristes. Jamais contents.

Pabst n'est pas le mauvais bougre. Craintif, coincé, rêveur, il a, disons, échoué à résister. Il aurait pu échouer mieux. « On fait des milliers de courbettes, mais on ne meurt qu'une fois, lui glisse un acteur moins élastique. Ça ne vaut pas le coup. » Du reste, Pabst a le dos en miettes, et sa femme a cessé de l'aimer.

Après la guerre, on ne lui en voudra pas trop, d'autant qu'il tentera de se rattraper: « Le Procès », « La Fin d'Hitler » et « C'est arrivé le 20 juillet » ne sont pas précisément des brûlots nationalistes. Il n'empêche. Quelque chose s'est perdu, et l'Histoire n'aime pas les demi-teintes. A jamais, son image est brouillée. « Mais « Metropolis », c'est lui, non? » demande un ami de son fils. Pas loin, mon garçon.

Allez, coupez...

Fabrice Colin

● Actes Sud, 416 p., 23,50 €. Traduit de l'allemand par Juliette Aubert-Affholder.

Les lendemains qui chuintent

Tout le monde garde son calme de Dimitri Kantcheloff

A QUOI ça tient, une vie? A pas grand-chose. Un job perdu. Un verre dans un bar. Une rencontre électrique. C'est ainsi que le représentant de commerce Victor Bromier se voit propulsé vers un destin de bandit. Tout cela parce que la flamboyante Corine se trouvait sur son chemin un soir de chômage honteux où il cuvait « cette sensation d'être pris au piège comme une mouche dans un verre retourné ». En deux temps, trois coups de reins, le fide Victor prend goût à la vie de gangster. Dont acte: « D'un petit Lyonnais à la vie bien rangée, les circonstances avaient donc fait, en à peine un mois, un braqueur de banque aux penchants séditeux. »

« Tout le monde garde son calme », de Dimitri Kantcheloff, est un délicat ovni. Une sorte d'hommage à une époque disparue, malin pastiche des temps où personne ne s'avaisait de toucher au grisbi des tontons flingueurs. Situait les aventures de son antihéros à la fin des années 70, au crépuscule du giscardisme englué dans ses diamants, il distille

au fil des pages une forme de tendre nostalgie. Il parviendrait presque à rendre cette époque chuintante pleine de panache. « Il [est] rare que les choses de la vie se déroulent comme dans les films de Belmondo », regrette l'auteur. Raison de plus pour en profiter, si l'occasion se présente.

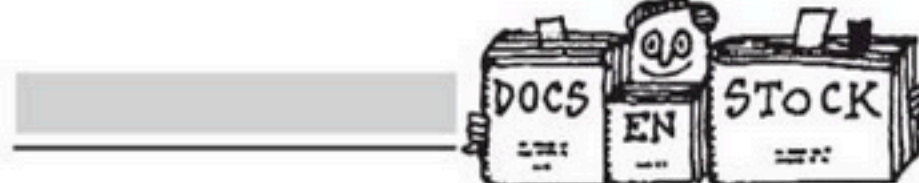
Derrière le bouleversement existentiel du sieur Bromier, Kantcheloff raconte aussi une période où l'utopie politique n'est pas morte. « La lutte des classes n'attend pas », clame Corine lors de leur braquage. Et jamais Victor ne regrette son tête-à-queue personnel, lui qui se réjouit de « ne plus être (...) de ces morts-vivants enfermés dans leur petit quotidien. »

De ce récit dessiné d'une plume affûtée on retient la jubilation à ruer dans les brancards avant de boire « à la santé des cons ». Demain peut attendre. Surtout quand on regarde l'avenir avec sagacité, à l'image de ce patron de resto routier qui avertit les deux amoureux en cavale: « Déjà que les gens regardent des conneries à la TV des heures durant, vous verrez qu'un jour ils passeront leur vie entière devant des écrans. »

Emilien Bernard

● Finitude, 192 p., 18 €.

TRUMP : LES PALESTINIENS NE POURRONT PAS REVENIR À GAZA, TRANSFORMÉE EN RIVIERA



On ne naît pas zombi, on le devient

Zombis – La mort n'est pas une fin ? sous la direction de Philippe Charlier

EN HAÏTI, sur le bord des routes, le voyageur aperçoit parfois des humains aux gestes lents, le regard vide. Ce ne sont pas des marginaux ordinaires. Ils intéressent les anthropologues, dont Philippe Charlier, médecin légiste, archéologue et maître d'œuvre de l'exposition parisienne « Zombis » et de son catalogue. Charlier explique qu'en Haïti la justice, rendue en français selon le Code Napoléon, est inaccessible au commun des mortels. Ce sont des sociétés secrètes, d'obédience vaudoue, qui s'en chargent.

Vol de bétail, terres usurpées, enfants illégitimes non reconnus: le coupable — ou présumé tel — est zombifié dans les règles. Drogué, enterré vivant pendant quelques jours puis exhumé, il est condamné à une « mort sociale », relégué loin des villes, privé de sel, donc affaibli, assigné à de petits travaux domestiques ou agricoles. La potion qu'il a dû ingérer contient une toxine provoquant un ralentissement des fonctions vitales. Le zombi garde ainsi un minimum de

conscience pendant le reste de sa misérable vie. Ce n'est pas la mort, c'est pire.

Cette pratique vaudoue agit donc comme « une terreur préventive ». Or, de la terreur et de l'épouvante, le public « occidental » raffole, dans la littérature et au cinéma. C'est ainsi que prospère le film de zombis, comme un « sous-genre du film d'horreur ». Tout est remixé: le zombi, corps sans âme, est confondu avec le bon vieux fantôme, âme sans corps. Et, si les morts-vivants du cinéma font peur, c'est d'abord par leur nombre: ils prolifèrent, ils envahissent, ils submergent.

Les soirs d'Halloween, ils sonnent aux portes sous l'aspect d'enfants quémandeurs et rigolards. Quand c'est Michael Jackson qui s'y colle, dans le clip « Thriller » (1982), le zombi quitte sa lourde démarche pour de gracieux pas de danse. Mais le spectateur américain, français ou japonais retrouve vite la triste réalité: des SDF, des toxicos, des marginaux en état de mort sociale.

Nos zombis à nous ?

Frédéric Pagès

● Musée du Quai-Branly-Jacques Chirac/Gallimard, 216 p., 36 €.

● Au musée jusqu'au 16/2.

Contes de la gloire beatnik d'Ed Sanders

« QUAND elle épousa le beatnik pouilleux, l'arbre généalogique familial fut secoué jusqu'aux racines par une vague d'indignation. » Indigne, en effet, cette communauté new-yorkaise des années 60, installée dans le Lower East Side. Mais gourmande de poésie et d'héroïne. Voilà un « versificateur expérimental » affichant sur son visage « le fanatisme zen et les ravages de l'auto-stop compulsif ». D'un peintre spécialement velu, Ed Sanders dit que « son torse et ses bras semblaient avoir assisté à l'explosion d'une usine de faux cils ».

John et Paul ont ouvert une épicerie baptisée « Total Assault Cantina ». Rapi-

dement criblés de dettes, ils envisagent « un braquage de banque non violent ». Petite arnaque pour survivre: imiter la signature d'un auteur célèbre sur la page de garde d'un livre pour en tirer le meilleur prix chez le libraire.

Voilà Zack Thayer, dont les doigts sont « parmi les plus sales de l'art américain » (« Il les trempait dans l'encre de Chine avant de les étaler sur la toile »). Parfois, cette bohème libidineuse décampe avec guitares et sacs de couchage, marchant sur la route de Memphis pour la paix, les droits civiques et le socialisme.

Le cas de Johnny Ray, adolescent affligé d'un père adepte du Ku Klux Klan, émeut la communauté. Pour le « sauver », on lui envoie des journaux alternatifs, ainsi qu'une supposée guitare de Bob Dylan, « cabossée mais au son excellent ». Miracle!

Johnny, découvrant qu'il a une voix d'or, entame une carrière de rockeur (« *Fils, tu peux devenir le prochain Elvis!* »). Mais les temps changent. Une nouvelle bohème, « hippie », émerge, arborant « bâtonnets d'encens et longues robes à fleurs », décidée à vivre de façon « plus ondoiyante ». La transition est facile: au sommet d'une colline est installée une « tente de conversion ». On y entre beatnik, on en ressort hippie.

Ed Sanders, « humble pourvoyeur d'étincelles », selon ses traducteurs, raconte avec verve, humour et amour cette jeunesse glorieuse, fille de Ginsberg, de Kerouac et de Rimbaud.

F. P.

● L'Oie de Cravan/Demain les flammes, 538 p., 24 €. Traduit de l'anglais (américain) par Emilien Bernard et Julien Besse.



● LES quatre chaînes d'info en continu sont « Charlie » mais elles l'ont moins été lorsque Jean-Marie Le Pen a cassé sa pipe, le 7 janvier. C'est ce que révèle une étude de « La Revue des médias », sur le site de l'Institut national de l'audiovisuel (4/2) : les commémorations de l'attentat contre « Charlie », qui dominaient l'actu le matin (152 mentions par heure), ont été près de quatre fois moins citées l'après-midi, balayées par la mort de l'ex du Front national. Et, dans les jîtes du soir, feu Jean-Marie était neuf fois plus cité ! Étonnant : les jours suivants, jusqu'au 11 janvier, CNews est celle qui a le plus évoqué Le Pen (34,3 % de sa médiatisation par les chaînes d'info), alors que LCI était bonne dernière (14 %).

On a les héros qu'on veut.

● EUROPE 1 (4/2), écolo pour l'occasion, a encensé le documentaire « Plastic Odyssey: Mission Pacifique », à découvrir sur Canal+, télé du même groupe. Les moussailons, armés de « machines low tech », seraient rien de moins que « des entrepreneurs aux solutions inédites pour recycler les déchets plastiques », selon la radio, qui se garde bien de dire que Vivendi est le principal partenaire média de ces sauveurs des mers. Le « JDD » (9/2), bien sûr, a déroulé une pleine page de pub sur « Plastic Odyssey » Mais les médias Bolloré oublient d'évoquer une info révélée par le journal « Le Marin » (31/1) : nos héros de la planète sont poursuivis par une ex-salariée affirmant avoir été exposée à l'amiante lors de travaux sur le bateau. Jugement attendu le 27 mars.

Le plastique, c'est fantastique !

● L'ARCOM, le gendarme de l'audiovisuel, s'est penchée sur le respect des obligations conventionnelles des télé du groupe Altice. Dans son rapport 2023, publié le 30 janvier, lesdites chaînes se font allumer en ce qui concerne leur « représentation de la diversité de la société française ». Les femmes ne constituent que 33 % des intervenants en plateau sur BFMTV, et 22 % sur RMC Découverte. Du côté de RMC Story, les « personnes perçues comme non blanches » représentaient 6 % des invités en plateau, et les CSP- comme les inactifs seulement 1 %. Mieux que les moins de 20 ans et les handicapés, carrément absents.

C'est toujours Altice au pays des merveilles.

Le Canard enchaîné

redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Editions Maréchal-Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président, directeur de la publication : Erik EMPATAZ.
Administrateur délégué : Hervé LIFFRAN.
Principaux associés : Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN, Jean-François JULLIARD, Odile BENYAHIA-KOUIDER, Jean-Michel THENARD et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THENARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRÉNO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements

abonnements@lecanardenchaîne.com

Sur notre site : www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN

– Formule papier 68 €
– Formule numérique* 58 €
– Formule papier + numérique* 84 €
– Formule intégrale* 106 €

* Edition numérique disponible dès le mardi 21 heures, avec accès à tout le site - www.lecanardenchaîne.fr

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Mâle en pis

CECI est un « micro-trottoir », comme l'appellent les vieux journalistes, des questions posées à des passants au hasard de la rue. « Avez-vous déjà battu votre femme ? » Le type sourit : « Oh... Des petites gifles. Quatre fois rien. » Un homme plus âgé : « Il y a en a qui aiment être battues, par habitude. » Un jeune, enfin : « Si je veux taper ma femme, je suis sûr qu'elle fera mieux l'amour. »

Milieu des années 70, un reportage de la télévision française au journal télévisé de 20 heures. Ces hommes répondent à la question comme à une bonne blague. Les procès pour féminicide n'existent pas encore, le signe dièse de #MeToo ne signale que l'élévation chromatique de la note d'un demi-ton. Et les femmes violées sont dénoncées comme des « aguicheuses », autre mot emprunté à cette époque.

“Sois toxique !”

Depuis la nuit des temps, l'homme exerce un pouvoir de domination sur la femme. Pour le légitimer, un tiktokeur tatoué d'aujourd'hui balance : « Qui rapportait le mammoth à la caverne, hein ? » C'est vrai, ça, qui ? « Sois toxique ! Un coup tu t'énerves contre elle, un coup tu es gentil, et ne t'excuse jamais », assène un « coach » en relation de couple sur un réseau social. Rien n'a vraiment changé. Selon cette série documentaire en trois parties, sérieuse et légère, Aristote le premier a formalisé la hiérarchisation des sexes en offrant au principe mâle la supériorité. Le sang de la femme est cycloïque, celui de l'homme est sacrifié. Le fluide glorieux devient un idéal guerrier.

Depuis l'enfance, le garçon est ainsi destiné à devenir

A travers la Presse déchainée

Les narcos tiquent
Dans « Le Progrès » (28/1), ce titre inquiétant : « Darmanin, priorité au crime organisé. »

Contre le crime organisé, le ministre de la Justice prévient : « Ces trafiquants mafiosent tout ! »

Comportement adhérent
Sur « autonews.fr » (7/2) : « Le conducteur a bravé la pluie à plus de 200 km/h mais a malheureusement été arrêté. »

Pneû s'en fallut qu'il prenne la fuite !

Sur l'album de la Comtesse

RITES DE TRUQUEUR RACOLANT DES FONDUS

A-t-il beaucoup piqué, ce vilain nabot à l'avis specieux ? Le ballot, il savait et pinaille sa dette ! Ce petit dur qui a peur des cachots n'est pas boué dans une maison rose... Ce menteur se prétend empêché. Après l'émotion, le dépit. On le voit fêlé après quelques gesticulations, ce truqueur qui a de gros problèmes de Libye.

● LECTEURS : « Macron sans torts et Bayrou recule. » – « Le conciliant Bayrou branché : ce ministre agressé pige partout. » – « Le pape béni des lots de calafins. » – « Routine : ses pots sont des Russes. » – « Des porcs nains à Puteaux. » – « Combien de femmes à voile en Mayenne ? » Au bistrot : « La braise du Gambetta. »

● LU : « Malheurs aux Chambres et dures luttas solitaires. On distingue mal l'écho des salons. » – « Bossier n'est pas paisible avec ces sons calés et ces calotins bêcheurs ! » – « Ces folles de troc sont cyniques. » – « Porcs nains pour cathos et baptême du feu pour l'ânesse. » – « La plupart des ports attirent des rapines. »

un soldat. Il combat, la fille pleure. Les chansons de geste, les gravures, les films, plus tard, perpétueront cette image militaro-virile. De Ben-Hur au cow-boy de cinéma en passant par le mousquetaire, la camaraderie épaule contre épaule a longtemps dominé l'imaginaire masculin.

Mais les tranchées de la Première Guerre mondiale ont piétiné la caricature. Des hommes ont pleuré dans la boue, le froid, l'effroi. Ils avaient laissé leur place aux femmes à l'arrière, qui manquaient de bras. Même chose avant la Seconde Guerre mondiale. Vaincus, les Allemands ont accusé le peuple de s'être dévirilisé. De Berlin à Rome, le surhomme de fer nazi et fasciste s'est mis en marche pour reconquérir sa masculinité. Après leur déroute au Vietnam, les Etats-Unis subissent le même traumatisme. Aux vétérans amputés répondent les fleurs de hippies amoureux. Une dérive androgyne menace le pays ? « Make America great again ! » proclame le président Ronald Reagan, bien avant Trump.

Depuis toujours, aux USA, la virilité incarne un idéal de performance. Mais il en va de même dans le reste du monde. Le pouvoir est encore majoritairement en complet-veston. Des gouvernements aux entreprises en passant par la finance ou le crime organisé, la société demeure essentiellement une affaire d'hommes. Alors, interroge cette série, comment dépasser une vision binaire qui fige le socle symbolique de notre civilisation ? Peut-être en souhaitant que le mâle alpha change le regard qu'il a sur lui-même et accepte finalement de passer du mec à l'homme.

Sorj Chalandon

● « Viril », de Camille Juza et Matthias Vaysse avec Eve Minault, sur « arte.tv » à partir du 14/2.

Barnier de la dernière pluie
Dans « Midi libre » (6/2) : « Sans surprise, le Sénat a largement voté pour le budget proposé par Michel Barnier. »

Réaction de François Bayrou : « De surprise je suis submergé ! »

Rue des Petites Perles

Piqué sur « francetvinfo.fr » (28/1) :
« Une femme morte renversée par une voiture à Marseille. »

Encore un chauffard qui conduisait à tombeau ouvert !

Comme son nom l'indique
Dans « Ouest France » (1/2) : « Matthieu Laumonier sera ordonné prêtre pour le diocèse de Rennes dimanche 2 février. »

Le coin coin des Variétés

Et Dieu créa le sport (Basket de sens)

ACCABLÉ par la violence qui sévit sur la Terre, Dieu y envoie cinq de ses meilleurs anges. Leur mission : révéler aux humains l'art de s'affronter de façon ludique et pacifique dans des conflits symboliques qui remplaceront les guerres meurtrières.

Cette imaginaire genèse du sport est jouée, chantée et dansée par cinq comédiennes et comédiens lancés dans des équipées loufoques qui exaltent les vertus (et les dérives) de multiples disci-

Prises de Bec

Alexis Kohler

Ici l'ombre !

Il prend mal la lumière et ne l'aime guère. Le secrétaire général de l'Elysée préfère agir à l'abri du Château, qu'il dit régulièrement vouloir quitter.

QUEL étrange personnage, fuyant micros et caméras comme la peste, les mains légèrement tremblantes quand il égrène, sur le perron de l'Elysée, les noms des ministres composant le nouveau gouvernement. Il en est si stressé qu'il les écorche, les noms, parfois. Vite la pénombre, vivement que ce cirque s'arrête, mon Dieu que cette liste est longue. Tout ça pour des guignols qui ne seront plus là dans trois mois.

Rien à faire, Alexis Kohler a tout d'un oiseau de nuit. D'ailleurs, la nuit, il ne dort pas, ou si peu. Le secrétaire général (SG) de l'Elysée, plus proche collaborateur du Président, quitte son bureau vers 1 heure du mat et continue bien après d'échanger avec le boss. A 8h40 pile, le revoilà. Huit ans que ça dure, dix si on compte les deux années passées à Bercy, quand Macron en était le patron. Une vie de dingue, qui ne laisse la place à rien d'autre, une vie de fondou du pouvoir, réglant une crise après l'autre. Pas de temps mort, pas de respiration. Dès qu'il est loin des lumières, il se déploie. Coups de fil nombreux et parfois comminatoires, remontrances aux uns et aux autres, implication maximale dans les dossiers les plus

importants. « Jamais un SG n'a été aussi puissant », assure son prédécesseur, Jean-Pierre Jouyet. Les politiques, les élus, les corps intermédiaires ? Rien à cirer. Seul existe un trio, au cœur du pouvoir : le Président, Brigitte Macron, qui a ses capteurs, ses réseaux, sa zone d'influence, et lui.

Fondu du pouvoir

Il a tout connu, de la conquête de l'Elysée à la dissolution. Il a tenu, boosté par ses certitudes, qui sont nombreuses. Un non-énarque n'a pas de légitimité, un franc-mac est à fuir, l'Europe est une divinité, la critique fait de celui qui s'y risque un populiste, le libéralisme et la politique de l'offre sont les seuls combats dignes d'être menés, et Tony Blair avait tout compris. La religion d'Alexis Kohler, c'est le travail, qu'il faut revaloriser. Il n'a ni le temps ni l'envie d'être mondain, les banalités l'ennuient. Il aime se promener, seul, au bord de la Seine.

Ces derniers temps, la vie est moins confortable pour lui. On le dit amer, et anormalement chaleureux avec les collaborateurs qui quittent



l'Elysée. Il aurait même... pris des gens dans ses bras lors des pots de départ. Pas trop son truc jusque-là. Voir Bayrou, avec lequel les relations sont notoirement tendues, faire le beau à Matignon ne peut pas lui plaire. Et l'accumulation des affaires dans lesquelles son nom est cité le rend fou.

Le voilà mis en examen pour n'avoir pas clairement fait connaître son lien de parenté avec la puissante famille italienne Aponte, propriétaire de la société MSC, plus grande entreprise mondiale de transport de porte-conteneurs, alors qu'il assistait à des réunions concernant le groupe. Et c'est maintenant le sénateur socialiste Alexandre Quizille, rapporteur de la commission d'enquête sur les eaux minérales, qui le met en cause, Kohler ayant échangé des mails et des notes avec la direction de Nestlé.

Déjà, lors de la commission sur l'affaire Benalla, il avait été calamiteux. Toujours cette histoire de lumières, de micros et de caméras. Et puis, c'est

l'heure du bilan. En mai 2024, un parlementaire pond un rapport accablant sur la privatisation de la Française des jeux, imposée en 2019 par le tandem Macron-Kohler : une très mauvaise affaire pour les caisses de l'Etat. Et le voilà sommé de s'expliquer, il y a peu, devant une autre commission d'enquête, sur le dérapage des comptes publics, cette fois-ci. Comment diable un homme aussi informé, aussi lié à Bercy pouvait-il ne pas savoir ?

Seul en Seine

Cherche-t-il une porte de sortie ? Beaucoup le pensent. A l'automne, Kohler a sollicité la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique afin de se renseigner sur un éventuel conflit d'intérêts au sujet d'un poste qui l'intéressait. Mais il n'a toujours pas bougé. « Il étendra la lumière », prédit l'un de ses ennemis. D'abord parce que l'ampleur de ses fonctions rend le nombre de postes qui lui sont interdits considérable. Ensuite parce que Kohler est bien moins attiré par l'argent que par le pouvoir. Quel poste le comblera autant ? Enfin, il le sait, la justice l'attend dans l'affaire du groupe MSC. Dès qu'il sort de l'Elysée, il devient plus vulnérable. »

Pour se défendre, Kohler a plusieurs fois évoqué des liens éloignés avec la famille Aponte. Des liens si éloignés que c'est vers elle qu'il se tourne en cas de pépin. En 2016, quand Macron quitte Bercy pour préparer sa campagne, Kohler se retrouve le bec dans l'eau et devient directeur financier de MSC. Cette histoire aura donc besoin d'être un peu éclaircie, si ce n'est éclairée. Oups, le mot qui fâche.

Anne-Sophie Mercier

Le Théâtre

Dom Juan (Urbain de jouvence)

Il est aussi à la mise en scène. Il a adapté le texte de Molière. Oh, pas grand-chose de changé. Il l'a juste raccourci (l'acte IV) et épici d'une poignée de réjouissances grossières, « Monsieur, il y a le frère et la sœur d'Elvire qui vous cherchent, avec les Gitans de Montreuil, pour vous casser le cul », lesquelles choqueront le puriste, mais rien de grave, à part elles le texte est respecté à la virgule près. Tigran Mekhitarian adore Molière : il a déjà monté « Les Fourberies », « L'Avare », « Le Malade »... Qui aime bien trahit bien.



Palombella Rossa

PARFOIS, des spectacles vous échappent. Certes, sur scène, il y a Nicolas Bouchaud, lequel serait capable de vous réciter un discours de Trump en le faisant passer pour du Tchekhov. Donc on y va d'abord pour lui.

On y va aussi pour ce titre, celui d'un film de Nanni Moretti de 1989. Découvrir ce vieux film grâce à sa transposition sur scène par Mathieu Bauer, pourquoi pas ? Moretti est drôle, fin, politique. Avait-il dès hier des choses à nous

dire sur notre aujourd'hui ? Nous voilà fort curieux.

C'est l'histoire de Michele, double burlesque de Moretti, qu'interprète Bouchaud. A la suite d'un accident de voiture, il perd la mémoire. Bouchaud surgit d'entre les spectateurs hébété, un volant entre les mains. Puis, hop, le voilà dans une piscine. Il joue au water-polo avec cinq comparses. Le dispositif scénique est rigolo, qui nous montre les gradins de la piscine, et les têtes des nageurs/joueurs qui en dépassent. Dans un coin, deux musiciens tricotent un accompagnement sur mesure.

Les souvenirs de Michele lui reviennent par à-coups. C'est un député communiste. Le PCI est en lambeaux. Il faut reconstruire la gauche. Maillot de bain, peignoir éponge, Michele n'arrête pas de se changer. De parler avec ses amis. Beaucoup de loufoquerie, peu de rires, trop d'ellipses. Le fait qu'au water-polo Michele tire à gauche alors qu'il voulait tirer à droite a sans doute une profonde signification politique. Mais on a lâché prise. On se laisse flotter. « Flotter, c'est encore du travail », dit le sous-titre de la pièce. Ça tombe bien.

A. A.

● Au Grand Point Virgule, à Paris, jusqu'au 30/4.

J.-L. P.

● A la MC93, à Bobigny, jusqu'au 14/2.

Article 353 du Code pénal

DANS cette pièce mise en scène par Emmanuel Noblet, tirée du roman éponyme de Tanguy Viel (Les Editions de Minuit, 2017), Vincent Garanger incarne Martial Kermeur, un ancien ouvrier de l'arsenal de Brest. Breton pur jus, escroqué par un promoteur sans scrupule, il a vu ses indemnités de licenciement partir en fumée. Garanger, dans ce rôle à la fois intense et plein de vulnérabilité, est magistral.

Le décor donne le ton : le chantier fantôme d'une résidence de luxe à l'abandon avant de sortir de terre. Adieu le « Saint-Tropez du Finistère » promis sur la presqu'île de

de prédateur. Il n'a d'autre loi que la sienne. Son jeu de mains mérite le Nobel.

Créée en 2020, la pièce revient avec une nouvelle scénographie et, à part Marie Mahé (qui joue toujours Elvire, Marinette et Dom Clara), de nouveaux et excellents acteurs, Etienne Paliniewicz et Soulaymane Rkiba. C'est un régal. Une fois de plus, Molière a gagné.

Jean-Luc Porquet

● Au Théâtre de la Madeleine, à Paris, jusqu'au 19/4.

trou béant.

Kermeur, avec son parler popu matiné de poésie et d'humour désespéré, déroule sa « cascade de catastrophes » : son couple qui coule, son fils prêt à jouer les justiciers, l'alcool en guise de bouée. Fringues fatiguées, dos plié sous le poids des déceptions. L'ouvrier avoue tout : le meurtre du promoteur et ses rêves réduits en miettes. Pas de pathos, pas de larmes, juste la dure réalité d'un type cabossé mais encore debout.

M. P.

● Au Théâtre du Rond-Point, à Paris, jusqu'au 15/2. Puis en tournée.





Il veut installer
Ferrand à la tête du
Conseil constitutionnel
Macron : "J'ai
toujours été..."

Le Canard enchaîné

... le président
des Richard !"



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DIT !**

DÉCIDÉMENT, elles ferment mal, les fenêtres, en Russie. Vadim Stroykin, un chanteur-compositeur qui avait eu la mauvaise idée de critiquer la guerre en Ukraine, est mort après une chute du 10^e étage de son immeuble, à Saint-Petersbourg, alors que son appartement était perquisitionné, relate « The Moscow Times » (6/2).

Deux jours plus tôt, à Moscou, deux colonels, Artur Pryakhin et Alexey Zubkov, s'étaient (officiellement) défenestrés à quelques heures d'intervalle. Le premier, mort sur le coup, a laissé une lettre d'adieu, tandis que le second a survécu. Il a déclaré être « allé aux toilettes, pièce d'où il est tombé, mais n'avoir aucun souvenir de sa chute » (« L'express.fr », 7/2).

Nul doute que l'enquête fera la lumière sur cette affaire, en toute transparence.

LORS de la 6^e édition des Trophées Radio Classique, le 4 février, l'Opéra de Rouen Normandie s'est vu décerner le titre de meilleur opéra de France. Une récompense qui fait grincer quelques dents : Loïc Lachenal, son directeur, a été reconnu coupable de harcèlement moral. Dans son arrêt du 12 décembre 2024, la cour d'appel de Rouen a condamné l'Opéra à verser près de 150 000 euros à son ancienne responsable de la communication. Selon « La Lettre du musicien » (7/2), l'institution pourrait se pourvoir en cassation, alors qu'elle est visée par une plainte similaire, pour laquelle une audience doit se tenir en octobre prochain.

Ça méritait bien un trophée !

TOUJOURS aussi sympa de trimer dans des mines en Afrique, surtout quand celles-ci sont artisanales (« Le Monde », 7/2) ! En Tanzanie, on travaille, pour un salaire de « 8 000 shillings tanzaniens (3 euros) par mois », « à la main, même avec des produits chimiques, sans protection. Si vous en demandez, on vous chasse du job ». Et, comme l'avait indiqué Amnesty International dans un rapport de 2016 au sujet des mines de cobalt de la République démocratique du Congo, on y trouve des enfants qui « travaillent jusqu'à douze heures par jour, portant des charges lourdes, parfois à partir de 7 ans ».

Tout ça pour fabriquer des smartphones sur lesquels les gosses des pays riches passeront eux aussi jusqu'à douze heures par jour.

VERS LA REMISE EN QUESTION DU DROIT DU SOL



DÉJÀ ÉPINGLÉ en 2022 par le tribunal administratif de Montpellier pour la présence d'une arche de Noël dans l'enceinte de l'hôtel de ville de Perpignan, Louis Aliot a cette fois été sommé de rebaptiser l'esplanade Pierre-Sergent. La justice estime que « cette dénomination [est] de nature à heurter significativement la sensibilité du public » (« Libé », 5/2).

Et pour cause : Pierre Sergent (1926-1992), le premier député FN des Pyrénées-Orientales, a œuvré au sein de l'OAS, dont il a été le chef d'état-major en métropole. Faut pas putscher...



"Monsieur Corse" fréquentait les cagoulés

FRANÇOIS BAYROU a bien choisi son « Monsieur Corse » ! Le 12 février, François Rebsamen conclut sa première visite dans l'île en tant que ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation afin de mener à bien le « processus de Beauvau », censé aboutir à l'autonomie du territoire. « Ce qui concerne la Corse est loin de m'être étranger », tambourine l'ex-socialiste (« Corse-Matin », 10/2).

L'ancien maire de Dijon ne rappelle – évidemment – pas un épisode clandestin de l'histoire insulaire dont il a pourtant été acteur. Le 22 janvier 2000 au soir, Rebsamen rejoint discrètement le siège du Grand Orient de France, rue Cadet, à Paris.

Simon Giovannai, le grand maître de la principale obédience maçonnique de France (aujourd'hui décédé), rêve de restaurer la paix dans l'île et, dans ce but, il a fait venir rue Cadet quatre représentants du

FLNC. Gonflé, deux ans après l'assassinat du préfet Erignac à Ajaccio !

Parmi les émissaires à cagoule figure Jo Peraldi, coauteur, le 25 novembre 1999 (deux mois plus tôt, donc), de deux attentats contre des bâtiments publics (il écopera, le 22 avril 2005, de quinze ans de prison). Ces actions spectaculaires, commises en plein jour avec risques mortels, ont contraint le Premier ministre d'alors, Lionel Jospin, à ouvrir, fin 1999, le dialogue avec les élus insulaires, natis compris.

Le « processus de Mation » (sic) version socialiste échouera. Rebsamen, lui, niera toujours avoir été présent rue Cadet. Pourtant, de nombreux frères jurent l'avoir croisé le soir du 22, ainsi qu'un flic des RG. Depuis, cette amnésie a valu à l'actuel « Monsieur Corse » de Bayrou de passer tranquillon quelques vacances au maquis.

D. H.

Qu'est-ce qu'ils veulent, ces basanés ?

RACISTE, LUI ? Comme vous y allez ! Assassin, d'accord. Le 31 août dernier, près de Dunkerque, Jérôme D. a percuté avec sa voiture, puis écrasé, après un aller-retour, Djamel Bendjaballah, qui avait le tort de vivre avec son ancienne compagne. Mais arabophobe ? Depuis trois ans, le chauffard, membre d'un groupe néonazi, la Brigade française patriote, harcelait son rival, le menaçant, le traitant, raconte « L'Humanité » (7/2), de « rat » ou de « bougnoule », lui faisant parvenir un cochon en peluche, un saucisson barré du mot « halal », etc.

Ces fantaisies n'ont pas suffi au parquet pour qu'il retienne la qualification raciste. A quatre reprises, déjà, le même par-

quet avait classé sans suite les plaintes de Bendjaballah, ne jugeant pas les faits (assez ?) xénophobes. Résultat : quand le drame est arrivé, il n'a pas voulu se contredire en déclarant le meurtrier raciste. Imparable !

Le parquet de Dunkerque, encore lui, a fait preuve de la même logique au sujet du quintuple meurtrier Paul D., qui, le 14 décembre dernier, après avoir tué son ex-patron puis deux agents de sécurité, avait déchargé son arme sur deux migrants kurdes iraniens : pas de requalification. Ces dernières années, le nombre de crimes et délits racistes et antisémites constatés a flambé. Mais, visiblement, il existe quelques astuces pour modérer un peu les statistiques.

J.-F. J.

● **Paula White**, la télévangéliste illuminée placée par Donald Trump à la tête de son Bureau de la foi (censé « éradiquer les discriminations et les préjugés antichrétiens »), a tous les prérequis pour le poste. Après avoir largué deux maris, elle a piraté le compte bancaire du troisième – un membre du groupe de rock Journey – pour lui siphonner des centaines de milliers de dollars. Sa façon à elle de gagner le paradis.

● **La Heritage Foundation**, qui a conçu le très conservateur Projet 2025, servant de programme officieux à Trump, cherche depuis deux ans des poux au prince Harry, qu'elle accuse d'avoir menti sur sa consommation passée de drogue pour obtenir son visa. Sommé de l'expulser, Trump prône désormais la clémence (« New York Post », 8/2) : « Je vais le laisser tranquille. Il a assez de problèmes avec sa femme. Elle est terrible. » Meghan Markle a surtout soutenu Biden en 2020, terrible !

● **Donald Trump** est le premier président en exercice à avoir assisté en personne à la finale du Super Bowl. Sa présence dans les tribunes n'a pas empêché un quidam de courir sur le terrain en brandissant un drapeau palestinien. Elle n'a pas empêché non plus son équipe favorite, les Kansas City Chiefs, de se faire rétamé par les Philadelphia



Eagles. Mais Trump s'est consolé sur son réseau, Truth Social : « La seule qui a eu une nuit plus difficile que les Kansas City Chiefs a été Taylor Swift. Elle a été HUEE ». Tandis que lui-même a été applaudi par les fans. On a les joies qu'on peut !

● **Eric Adams**, le maire (démocrate) de New York, a joliment retourné sa veste au sujet de Trump. Fini les accusations d'« idiotie », de « bouffonnerie » ou de « suprémacisme » ! L'édile lui a rendu visite dans son golf de Palm Beach et a déclaré, le 21 janvier (« Libé », 10/2) : « Je ne vais pas faire la guerre au Président. Je vais travailler avec lui. » Drôle de coïncidence : le 11 février, le gouvernement Trump a ordonné aux procureurs d'annuler l'inculpation dudit Adams, qui devait être jugé en avril pour corruption et encourait quarante ans de prison. Bingo.

● **Lancé le 17 janvier**, trois jours avant l'investiture, le Trumpcoin – simple jeton virtuel commémoratif, à distinguer d'une vraie cryptomonnaie – a vu sa valeur passer en deux jours de 18 cents à près de 75 dollars, avant de retomber

Gaza, Riviera sans retour

« JE M'ENGAGE à acheter et à posséder Gaza », a encore répété Trump, le 9 février, à bord d'Air Force One. C'est comme si c'était fait ! Simple comme récupérer le canal de Panama ou de faire l'emplette du Groenland... Il a fait un rêve, non pas à la manière de Martin Luther King, mais en suivant son penchant de requin de l'immobilier : transformer Gaza en « Côte d'Azur du Moyen-Orient ». Tout en expulsant les 2 millions de Palestiniens concernés – déjà accablés par les 47 000 morts et plus de 100 000 blessés et mutilés causés par quatorze mois de bombardements – dans les pays voisins, Égypte ou Jordanie... Une paille !

Or ces pays s'y opposent mordicus, soutenus par la communauté internationale, vent debout. Sitôt après avoir été reçu par le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, à Washington le 10 février, le ministre des Affaires étrangères égyptien, Badr Abdelatty, a de nouveau rejeté « tout compromis »

sur les « droits » des Palestiniens « à demeurer sur leur terre et à l'indépendance ». Le roi Abdallah II de Jordanie, qui devait rencontrer Trump le lendemain, est aussi fermement contre, sachant que la Jordanie accueille déjà 2,3 millions de réfugiés palestiniens.

Terre promise aux promoteurs

Qu'à cela ne tienne : Trump, dans une interview sur Fox News le 10 février, menace de couper « les milliards et les milliards » de l'aide américaine à ces deux pays et exclut d'avance tout « droit au retour » des Gazaouis, qu'il se fait fort de déplacer. Et, ces derniers, au fait, qu'en pensent-ils ? « Gaza n'est pas une propriété à acheter et à vendre », argue le Hamas, qui n'a décidément rien compris à la vision du patron...

Trump tente désespérément d'affiner son projet : « Je parle de leur construire un endroit permanent, parce que (...) ce n'est pas

habitable. » Avec la netteté d'un rêve éveillé : « De belles communautés (...). Il pourrait y en avoir cinq, six ou deux. » Admirez la précision ! « Il faut le voir comme un développement immobilier pour l'avenir. Ce serait un terrain magnifique. Il n'y aurait pas de dépenses importantes. » Voilà qui rappelle le mirage de la cité dans le désert, en forme de barre géante, voulue par son pote Mohammed ben Salmane, qui tourne déjà à la cata... Or même l'Arabie saoudite est fermement opposée au fameux projet de Trump.

Le seul à feindre de comprendre la vision d'Oncle Donald, c'est Netanyahu, qui salue son « approche révolutionnaire et créative » et qui le flatte sans vergogne, saluant le fait qu'il soit « très déterminé à la mettre en œuvre ». Déterminé comme un vieillard obstiné qui s'accroche à une lubie ? ou comme un géopoliticien habité par un grand dessein ?

Ou encore comme un fanatique du nettoyage.

D. F.

La France gagne des places de cancer

« TSUNAMI ». Le mot a été prononcé par Fabrice Barlesi, le directeur général de l'institut Gustave-Roussy, sur RTL (3/2). Oui, le cancer, qui frappe plus souvent les moins de 50 ans, pourrait devenir « un tsunami », si des investissements massifs ne permettent pas d'en déterminer les causes et d'améliorer les traitements. Les chiffres sont là, révélés par une étude récente du « British Medical Journal » : la proportion des moins de 50 ans touchés a augmenté de 80 % entre 1990 et 2019. Les femmes sont surtout atteintes de cancers du côlon, du pancréas et du sein, et les hommes de cancers du pancréas et du rein.

Parmi les pays développés, la France occupe une place particulière. Comme l'a rappelé « Le Monde » (9/2), l'incidence du cancer du sein y est plus élevée que partout ailleurs, et sa mortalité supérieure de 30 % à celle qu'on observe en Suisse, aux États-Unis ou en Suède. De plus, rappelle « Le Monde », l'eau, la chaîne alimentaire, les cosmétiques sont saturés de perturbateurs endocriniens : « Adopter des réglementations laxistes, laisser les industriels évaluer leurs propres produits, permettre en connaissance de cause la dissémination de substances cancérigènes, miser sur la découverte de traitements miracles plutôt que sur la prévention, entraver l'information des consommateurs : tout cela n'est pas une fatalité, c'est de la politique. » Et, vu nos statistiques, la politique ferait bien de s'en préoccuper.

A.-S. M.

Marine Le Pen, l'héritière apprivoisée

BIS REPETITA ! Presque cinquante ans après un premier et rocambolesque héritage encaissé par son paternel, c'est au tour de Marine Le Pen de toucher le jackpot.

Cette fois, c'est une vieille dame, décédée à 94 ans, qui a érigé la patronne du RN en « légataire universelle de la totalité des biens meubles et immeubles dépendant de [sa succession], comme nous l'apprend « Le Monde » (8/2).

Monique Plaideux, la donatrice, était propriétaire, entre autres, d'un bel appartement sur les hauteurs de Cannes

d'une valeur de plus de 1 million d'euros, que la députée s'est empressée de vendre.

Apparemment, Marine n'a pas eu grand-chose à faire pour que cette fortune lui tombe dessus. Son père, à l'inverse, avait dû déployer de touchants efforts pour être couché sur le testament d'Hubert Lambert, héritier des cimments du même nom, mort en 1976. Ce jeune homme, alcoolique au dernier degré et abruti par les médicaments, avait fini par laisser tous ses biens au fondateur du Front national. Dont le fameux manoir de Montretout, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

S'il n'est pas rare de voir des mouvements politiques toucher des héritages importants, il est beaucoup moins courant que de grands chefs de parti en soient bénéficiaires à titre personnel. Une pratique qui est en train de devenir la marque de fabrique de la dynastie Le Pen...

Le père a eu le ciment, la fille le béton.

H. L.

NIEL ET MUSK : PREMIERS RÉSULTATS ENCOURAGEANTS POUR L'IA



**VITE
DIT !**

L'ANCIEN MINISTRE du Travail d'Elisabeth Borne Olivier Dussopt vient d'être condamné pour favoritisme par la cour d'appel de Paris, aspergé par une histoire d'eau remontant à 2009, lorsqu'il était maire (PS) d'Annonay (Ardèche). Avant l'attribution du marché d'exploitation de la flotte, Dussopt, dit la cour, a communiqué « des informations privilégiées au directeur général de la Saur », l'un des postulants. Tarif : une amende ferme de 5 000 euros. Pas donné, le cas d'eau !

Avant ce jugement, le ministre Dussopt s'était illustré par deux hauts faits : avoir porté à 64 ans l'âge de départ à la retraite – il voulait revenir à 60 ans quelques années plus tôt – et avoir mené une campagne martiale contre les accidents du travail (deux morts, 100 blessés graves par jour) sans décrocher le moindre budget (« Le Canard », 11/10/23). En somme, un vrai champion du social qui n'hésite pas à se mouiller.

RICHARD FERRAND BIENTÔT AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ?



RENCONTRANT « Libé » (7/2), qui lui consacre sa une en raison de son combat contre la venue de Cyril Hanouma sur M6, l'animatrice Karine Le Marchand raconte avoir demandé à Brigitte Macron d'intercéder pour que son mari vienne s'asseoir sur le canapé de son émission. Une ambition intime ? où elle confesse les personnalités politiques. Réponse de la première dame : « C'est pas le dada d'Emmanuel Macron de conscientiser ce qu'il est, il l'écoute que des rielles chansons et ne regarde que des vieux films. Il est plus vieux que moi ! »

Finalement, Karine Le Marchand a enregistré le 8 février une émission avec le jeune Jordan Bardella. On dit merci qui ?

● « PIANISTE », « Classica », « L'Avant-Scène Opéra » : ces trois revues consacrées à la musique classique, rachetées par le groupe Albin Michel en décembre, vont disparaître. Leurs équipes respectives viennent d'apprendre leur licenciement économique collectif. Constat amer de Philippe Venturini, rédacteur en chef de « Classica » (France Musique, 10/2) : « Albin Michel est une maison d'édition. La presse n'est pas leur priorité, et la musique non plus. »

De même que la musique classique n'est plus la priorité du service public, sauf quand il s'agit de réserver les mêmes têtes d'affiche lors des galas des Pièces jaunes et autres concerts du 14-Juillet...

● L'OCCASION de la sortie de « Code source », premier tome de son autobiographie, Bill Gates répond aux questions du « Point » (6/2) et avoue sécher sur l'énigme Elon Musk : « J'essaie de comprendre pourquoi il fait tout ce qu'il fait, et, honnêtement, je ne sais pas. Il a été sympathique à certains moments et méchant à d'autres. »

Et antipathique le reste du temps ?